

# Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

## UNIONSACRÉE

« Le Gouvernement n'a pas fait en vain appel à l'union de tous les partis sur une question d'ordre national. A l'unanimité des 598 votants, la Chambre lui a donné les pouvoirs qu'il demandait d'interdire le départ des volontaires pour l'Espagne... »

« C'est un bel exemple de concorde, exemple nécessaire pour le maintien du prestige de notre pays dans le monde. »

(Le Temps du 17/1/37.)

SANS COMMENTAIRES.

## L'EXPERIENCE BLUM

par Charles ROBERT

Les militants ouvriers, sans distinction d'école, doivent suivre avec attention et vigilance « l'expérience » Blum. Le temps de trouble et de crise spirituelle que traverse actuellement la classe ouvrière n'est pas au laisser-aller.

Les marxistes français ont été les derniers en Europe à accéder et à user du pouvoir dans les cadres du régime capitaliste. Pour nous, libéraux, la faillite de « l'expérience » est inévitable. Pendant plus d'un demi-siècle nous avons répété que la prise du pouvoir dans les cadres du régime capitaliste est une utopie. Et que la classe ouvrière dépense ses meilleures forces à atteindre un objectif qui ne peut en rien l'aider à réaliser son affranchissement.

Les marxistes nous ont traités d'impaticiens, de fous et... d'agents de la bourgeoisie.

Disons, en passant, que les masses ouvrières, dans la plupart des pays, ont cru à l'utilité de la conquête du pouvoir et au changement de régime par la voie légale. Les masses ouvrières allaient aux partis marxistes car elles croyaient pouvoir remplacer les fusils par des bulletins de vote.

Les partis marxistes, qui comptaient des millions d'adhérents, se virent ainsi, après la débâcle de 1918, à la tête de nombreux pays.

Faut-il parler des résultats de leur passage au pouvoir ?

Mussolini, Hitler, Schuschnigg, Baldwin sont le seul résultat de leur activité, de leur incapacité !

Ces expériences, ou plutôt ces catastrophes, n'ont pu cependant faire changer d'idée les marxistes français. Ils ont « expliqué » les expériences passées, relevé les « fautes », mais aucun changement de tactique ne s'en est suivi.

Même la tragédie espagnole — fille de cette Chimère : qu'en régime capitaliste la classe ouvrière peut, par voie légale, exercer le pouvoir — ne peut ouvrir les yeux aux prolétaires bernés par une illusion entretenue.

Le danger le plus grave pour le prolétariat réside précisément dans cette incapacité de tirer d'une expérience sociale les enseignements qui s'imposent.

Notre rôle de propagandistes, c'est de savoir tirer ces enseignements ; c'est de chercher sans idée préconçue la voie qui mènera le prolétariat vers son émancipation ; c'est de montrer, avec énergie et dévouement, cette voie.

L'expérience Blum est la dernière de son genre en Europe. Les contradictions du régime capitaliste sont telles qu'aucune subtilité ne peut éluder son dénouement fatal.

Les marxistes ont prétendu, pendant plus d'un demi-siècle, qu'en prenant le pouvoir ils pouvaient transformer, par voie législative, le régime capitaliste.

Avant les dernières élections, une armée de théoriciens marxistes s'était mise à l'ouvrage. Des « plans » sortaient. Tous préconisaient : 1° nationalisation du crédit et des industries-clés ; 2° grands travaux pour résorber le chômage.

(Voir la suite page 4.)

## POLITIQUE DE TRAHISON !

Nous devons revenir sur notre article de la semaine dernière. Nous nous y faisons l'écho des nouvelles officielles répandues dans toute la presse et concernant le débarquement de troupes allemandes au Maroc. Il apparaissait deux jours plus tard que ces nouvelles étaient fausses : les troupes allemandes étaient un mythe et les intentions de la politique du Reich, touchant le Maroc espagnol, au-dessus de tout soupçon.

Nous n'avons pas les moyens de contrôler ces nouvelles ni les démentis qui leur ont été opposés. Mais nous avons à tirer ici une conclusion qui nous semble d'une portée générale, quelle que soit la vérité. Dans un cas comme dans l'autre, en effet, la presse, trahissant sa fonction informatrice, a menti et elle a menti avec l'approbation du Quai d'Orsay. Elle s'est livrée à une campagne destinée à faciliter une manœuvre gouvernementale. Si, comme il est probable, il n'y a pas eu de débarquement de troupes allemandes au Maroc, on en doit tirer cette conséquence qu'elle a voulu sciemment agir sur l'opinion publique, par la publication de fausses nouvelles tendant à créer une véritable psychose de guerre et à entraîner cette opinion à l'éventualité d'un conflit franco-allemand.

Mais, il ne faut pas l'oublier, c'est un gouvernement de Front populaire qui rend possible et même qui commande

ces manœuvres (comme il commande ces exercices de défense passive qui ont, sous une autre forme, un but de préparation psychologique à la guerre). Le gouvernement du Front populaire continue à jouer sa partie dans les compétitions actuelles des impérialismes. Il la joue même avec une ardeur et une foi que ses ennemis lui reconnaissent et même, suprême ironie ou suprême honte, qu'ils doivent parfois calmer non point, sans doute, quand elles aboutissent à cette *sarabande de milliards*, dont parle Marceau Pivert, consacrés à la défense nationale, mais quand elles risquent de précipiter des événements qu'il faut savoir habilement retarder.

De quoi demain sera-t-il fait ? Nous pouvons, en tout cas, penser qu'un gouvernement aussi profondément national que le gouvernement Blum ne pourra pas être conduit par d'autres considérations que l'intérêt de la France c'est-à-dire de l'oligarchie qui, sous cette devise équivoque, entend consolider tous ses profits et ses rapines. Si, demain, l'Angleterre, comme nous le laissons entrevoir précédemment, se rallie à une politique italo-allemande de liquidation de la révolution espagnole, telle que les entretiens Mussolini-Göring semblent vouloir la définir, ne doutons pas que le gouvernement français, fidèle à sa politique de trahison, ne se joigne aux trois compères pour étrangler le prolétariat ibérique au profit d'un ne sait encore quel régime dont Franco deviendrait le « protecteur » démocratique.

## Manifesterons-nous dans la rue pour la Révolution espagnole ?

Nous voulons encore l'espérer. Mais les organisations tardent bien à prendre parti. Pourvu que ce silence ne soit pas de mauvais augure.

Le Parti ouvrier internationaliste accepte de participer à l'organisation d'une vaste manifestation de rue, ainsi que les Jeunesses socialistes révolutionnaires.

La Fédération des Jeunesses socialistes de la Seine aussi. Elle nous a adressé la lettre suivante :

« Nous vous envoyons notre accord pour une grande manifestation de rue

avec votre mot d'ordre : **LEVÉE DU BLOCUS.** »

De même, les J.E.U.N.E.S., qui nous ont écrit :

« Nous sommes indignés autant que vous pouvez l'être du peu d'empressement manifesté par le public parisien à témoigner les sentiments de fraternité qui l'unissent au peuple espagnol et nous sommes prêts à nous associer à une manifestation qui aurait pour but de rappeler les devoirs qui nous incombent en ce domaine. »

Nous émettons le vœu que les grandes organisations politiques ou culturelles vous donnent leur adhésion et qui secouerait le prolétariat parisien de sa torpeur. Nous sommes d'accord d'écarter d'intensifier leur propagande en faveur de l'Espagne.

## LA FÊTE DES MILICIENS

Son programme prend tournure ; vous en serez satisfaits, amis lecteurs. Mais comme nous ne sommes pas encore en mesure de vous indiquer tous les artistes qui, sans exception, apporteront à notre fête leur concours à titre gracieux, nous remettons à la semaine prochaine la publication dudit programme.

Sachez déjà, que Sullivan, de l'Opéra ; le violoniste Marcel Maché, également de l'Opéra ; Renée Gilly, de l'Opéra-Comique ; Marianne Oswald ; Pierre Brasseur ; Maurice Rostand ; Damia ; Jean Bastia ; Charles d'Avray ; Toziny, ont promis d'être des nôtres ; que Georges Pioch fera une petite causerie : sur l'art espagnol et la révolution.

Vous le voyez, camarades, nous vous préparons une belle fête. Réservez-vous donc votre soirée du samedi 30 janvier. Vous vous distrairez joliment, et vous ferez une très bonne action puisque le bénéfice de cette fête sera consacré aux miliciens.

Dores et déjà on peut se procurer des cartes d'entrée au siège du Comité pour l'Espagne libre, 26, rue de Crussol et au « Libertaire », 9, rue de Bondy. Elles sont vendues au prix de 7 fr. (4 fr. pour les enfants). Déjà un grand nombre sont vendues. Que chacun s'empresse à les diffuser le plus rapidement possible. Et la salle Wagram sera trop petite...

Nous vous prions donc de considérer notre adhésion comme effective. »

Nous attendons, entre autres, les réponses de l'Union des Syndicats de la Seine, de la Fédération socialiste de la Seine, du Parti communiste (Région parisienne) et du Rassemblement du Front Populaire.

Nous répétons que nous voulons encore compter sur des réponses favorables, et que la Révolution espagnole sera dorénavant bien défendue en France.

Le Comité pour l'Espagne Libre.

LASHORTES.

## Les quarante heures doivent assurer du travail à tous

Nous sommes entrés dans la période où les réalisations économiques font sentir leurs effets. C'est du moins ce qu'on nous dit dans la presse, les discours officiels dont la T.S.F. lance les échos à l'univers entier. Qu'il y ait volonté de mieux, intention pour une répartition plus équitable des emplois, mesures pour lancer la machine économique, c'est possible ; mais l'intention n'est pas tout.

Ainsi les quarante heures ; il y a quelques années, devant le chômage qui menaçait, les anarcho-syndicalistes voyaient le remède dans leur application.

Le patronat n'avait pas envisagé jusqu'à une pareille mesure qui semblait laisser indifférent l'organisme syndical ouvrier. Depuis ils en ont saisi l'importance et la portée et maintenant que nous sommes dans la période d'application nous nous demandons si elle ne sera pas en fin de compte un nouveau moyen de pression de la part du patronat.

Qu'on nous entende. Nous sommes partisans de la réduction sans cesse accrue de la peine de l'homme. Dans un régime où l'amortissement, la rémunération du capital, le loyer de l'argent ne joueraient pas il importerait peu que l'usine ferme deux jours sur sept.

Son application dans cet esprit comporte des inconvénients ; les deux jours notamment où l'usine ferme enregistrent tous les jours les mêmes frais fixes que lorsqu'elle fonctionne à plein ce qui contribue à grever les prix de revient. Dans les industries où la production est ininterrompue cet inconvénient disparaît et les cinq jours sont un net avantage.

Autre chose, les chômeurs remplaceront-ils dans la proportion d'un sixième les travailleurs dans les industries dont le rythme est ininterrompu ? Là, les pouvoirs publics qui ont des yeux, des oreilles et des moyens de contrainte auront, s'ils le veulent, l'occasion d'intervenir pour que la machine ne supplante pas l'homme.

Les pouvoirs publics ne semblent pas voir qu'il y a un vice dans le statut économique qui respecte amortissements pléthoriques et profits incontrôlables.

Pour mettre tout à la portée de chacun il convient de produire avec un minimum de frais en assurant à chaque individu une capacité d'achat déterminée. Or, cette capacité n'est forcément que l'équivalent d'une production dont l'homme doit avoir la possibilité.

Semaine de quarante heures ! Mais pourquoi pas un roulement régulier de travailleurs dans une usine qui ne s'arrêterait jamais ?

Qu'on ne dise pas que la main-d'œuvre manque, tant qu'il y a des chômeurs. Il y a en France 12.168.430 ouvriers et ouvrières se répartissant ainsi :

Employés	1.958.040
Ouvriers	6.491.660
Employées	1.066.845
Ouvrières	2.651.885

Or, nos statistiques officielles déclarent

## Quand les socialistes...

## EN FRANCE

Notre camarade Diné est emprisonné à Toulon pour trafic d'armes à l'Espagne.

Notre camarade Gabriel Diné, un des plus actifs propagandistes de la Fédération Communiste libertaire du Var, membre du Groupe anarchiste de Toulon, est emprisonné.

Son crime ? Avoir participé aux livraisons d'armes pour les révolutionnaires espagnols.

Condamné à quatre mois de prison et à 200 francs d'amende par le tribunal correctionnel de Toulon le 5 décembre, il a été arrêté le 16 janvier, déferé au Parquet et immédiatement incarcéré à la maison d'arrêt, et au droit commun, avant qu'il ait pu faire opposition dans les formes requises par la loi, puisque le jugement ne lui avait pas encore été notifié. Il paraît que, maintenant, ces procédures sont « légales ».

Quoi qu'il en soit, on peut voir par cette scandaleuse arrestation que les juges du Front populaire sont pour le moins aussi expéditifs que leurs devanciers.

Ce qui est particulièrement scandaleux, c'est de voir un Gouvernement de Front populaire prendre la responsabilité de faits semblables, alors que, militairement et économiquement, chaque jour qui passe voit se resserrer l'état qui étouffe le peuple espagnol dans sa lutte pour sa libération.

Le Gouvernement Blum fait voter à l'unanimité un texte de loi sur l'interdiction de l'envoi de volontaires antifascistes en Espagne et ce, tandis que des militants ouvriers comme Diné se voient tourmentés par leur action de solidarité révolutionnaire.

Est-il donc dans la nature même des Gouvernements socialistes ou « à direction socialiste » de trahir constamment les intérêts

prolétaires ? Est-ce un scandale en quelque sorte inévitable ?

Quoi qu'il en soit, que les « nouveaux messieurs » socialistes et leurs alliés ou plutôt complices le sachent. Nos militants ne seront pas intimidés par cela ; malgré tout, ils continueront à aider pratiquement la révolution espagnole car nous considérons que c'est non seulement notre droit mais encore notre devoir de révolutionnaires.

Ces poursuites honorent ceux qui en sont l'objet, en même temps d'ailleurs qu'elles stigmatisent ceux qui les déclenchent.

Seulement, il faut que ceux qui tombent soient secourus.

Il faut que, dans toutes les organisations où subsiste peu ou prou le sentiment de solidarité des voix se fassent entendre pour arracher notre camarade, tous les camarades à la vindicte bourgeoise. Il faut que la protestation ouvrière se dresse vigilement, puissante, agissante.

Ne laissons pas créer de précédents.

Solidarité pour Diné.

Il faut que notre action oblige nos gouvernants à le sortir de prison sans tarder.

Et en attendant il faut, que sans délai, Diné qui fait la grève de la faim depuis samedi soit mis au régime politique ce qui ne lui a même pas encore été accordé !

**Que notre protestation s'élève puissante pour arracher à la justice socialo-bourgeoise ces deux militants coupables d'être restés fidèles à la solidarité internationale ouvrière**

## ...sont au pouvoir

## EN BELGIQUE

Émile Marchand expie le crime d'avoir été solidaire avec le peuple espagnol.

C'est ce crime qu'expie dans la vieille prison de Liège un secrétaire syndical qui a voulu être autre chose qu'un paperassier. Émile Marchand, secrétaire du Bâtiment de Bruxelles, parce qu'il a réalisé les mots d'ordre d'aide et de secours réel aux ouvriers espagnols, mots d'ordre lancés par l'Internationale syndicale, est et demeure emprisonné.

Il faut crier cela à toutes les oreilles, parce que l'inculpation de trafic d'armes, d'avoir voulu spéculer et s'enrichir par le commerce des armes est odieuse parce que calomnieuse. Il faut le proclamer sans cesse ni répit, parce que la presse, aussi bien la presse syndicale et socialiste belge, aussi bien le Peuple de Bruxelles que la presse ouvrière de France n'ont pas un mot de défense pour cet homme. L'Humanité, le Populaire, le Peuple même, de la C. G. T., sont muets comme des carpes.

Des colonnes entières pour décrire des Congrès et autres parolottes ; pas un mot pour un militant qui se meurt en prison. Car voilà toute la gravité et, pour un jour proche sans doute, l'horreur de ce cas : Marchand, travaillé par l'angine de poitrine, étouffe la nuit dans sa cellule d'infirmerie, sans que le moindre secours médical puisse lui être apporté.

Cet homme voit nettement sa fin approcher et il reste lucide ; il pense avant tout à la valeur sociale de son attitude ; voici ce qu'il écrit dans une lettre à un ami :

« ... Si je suis en prison, c'est bien à cause de la non-intervention chère à Blum et à Spaak. Que l'on cesse donc avec cette goulazarderie qui laisse assassiner les femmes et les enfants, sans que l'on donne aux malheureuses victimes la possibilité de se défendre ! »

Que l'on cesse donc d'établir ces lois scélérates rendant le blocus de plus en plus complet ! Que tous les pays rendent donc la liberté totale du commerce avec l'Espagne dite gouvernementale et nous ne serons pas en prison. »

« ... En tout cas, ma conscience ne me reproche rien ; je n'ai ni tué, ni volé, ni trafiqué, je me suis simplement rendu solidaire d'hommes plus malheureux que moi, et cela c'est déjà pour moi un grand apaisement. »

Où, pour lui, la paix est faite avec sa conscience, mais pour nous si nous laissons accomplir l'irréparable...

Il faut au moins réveiller l'opinion publique, individuellement et à travers les syndicats, harceler les rédactions des quotidiens ouvriers, les bureaux de la Commission syndicale belge, les ministres socialistes comme les ministres bourgeois : Vandervelde, De Man, Spaak, aussi bien que le radical Bousses. Harcelez-les de vos lettres, télégrammes, résolutions, en attendant des manifestations plus précises.

Si non bientôt, par notre silence, par notre inertie, nous serons complices de l'assassinat de Marchand, coupable de solidarité ouvrière !



environ 400.000 chômeurs secourus. Si l'on compte autant de chômeurs partiels nous aurions 800.000 hommes à la recherche d'un emploi régulier et rémunéré d'après des tarifs définis permettant de vivre.

Si ces 12 millions de travailleurs recensés qui sont censés faire 48 heures par semaine — souvent ils font plus dans certaines industries — si ces douze millions de travailleurs voyaient leur temps de travail, en vertu de la loi de 40 heures, diminuer d'un sixième, il y aurait la possibilité pour deux millions de travailleurs de récupérer immédiatement un emploi. Les chiffres peuvent avoir un langage éloquent et évoquer des solutions concrètes mais l'intérêt des possédants à ses règles, ses lois qui faussent les données générales les plus élémentaires. C'est dans ce domaine surtout qu'il conviendrait d'intervenir en limitant les profits et en jugulant les appétits. Car vous pourrez légiférer, gouverner, tant que les forces économiques ne seront point maîtrisées vous verrez le chômage et la misère. Or, la justice exige que le producteur puisse produire et que l'individu ait les moyens de vivre. Moins de truquage dans la gestion économique des entreprises conférerait au chômeur qui aurait retrouvé un emploi ces possibilités après lesquelles il court sans espoir.

Nous aurons l'occasion d'en reparler quand paraîtront les statistiques concernant les incidences des 40 heures.

N.

## Notes et Glanes

♦ Le numéro « 100 » indiquant les latrines, il est tout à fait normal que la feuille à Guitier ait son siège 100, rue de Richelieu. En plus du célèbre Clément-Mes-Fesses, du Balenst, du London et autres « journalistes de talent », certaines petites salopes de plumes viennent à déposer leurs déjections. Depuis une huitaine, j'en ai repéré trois : Maurice Marin, Jacques Perret et Henri Becriaux.

♦ Les deux premiers sont quasi anonymes ; ce sont des « si Franco avait voulu, l'autruche, Madrid serait prise », ou bien, sur un ton cafarde : « Pourquoi ne pas avoir fait comme Hitler ou Mussolini, c'est-à-dire envoyer des avions tout neufs au petit copain Franco ? ». Quelques petites salées sur les miliciens, pour flatter l'esprit maison, et ça fait du papier sale. En somme, peu d'imagination. Deux débutants qui auront du mal à percer.

♦ Ce n'est pas le cas du troisième larron. Celui-là, à lui le pompon. Savez-vous ce qu'il a trouvé ? Un militant anarchiste, connu de Perpignan à Avignon sous le nom de José, a voulu le faire inscrire au parti pour l'initier aux mystères de la fraude à la frontière espagnole, et en attendant, lui a fait vendre des pull-overs provenant du pillage des magasins de Madrid. Ça, au moins, c'est du reportage !

♦ Lors de la discussion à la Chambre sur les enrôlements de volontaires pour l'Espagne, le très patriote Marcel Héraud a dit : « Que ces gens-là (les sergents recruteurs du Front Populaire) envoient des Français se battre contre des Allemands ou des Italiens, c'est déjà regrettable... ». En effet, et pour montrer combien il regrette que les Poincaré, Foch, Clemenceau et autres Pétain aient été envoyés entre 1914 et 1918 à des Français se battre contre des Allemands, Marcel Héraud devrait intervenir en faveur de l'amnistie pleine et entière pour tous les déserteurs, tous les insoumis.

♦ Continuant sa phrase, notre honorable dit encore : « ... Mais il est inadmissible que des Français risquent de se battre contre d'autres Français. Tiens, tiens ! Il y aurait donc des volontaires français auprès de Franco ? Vous vous trompez, héroïque Héraud, car, si c'était vrai, notre presse d'informations, libre et indépendante, l'aurait dit.

♦ De l'Œuvre du 19, au sujet de la grève des abattoirs : « Une vache maigre et triste, destinée à l'armée... ». Heureusement qu'à l'Œuvre on est plutôt copains avec Daladier. Sans quoi notre consœur n'y couperait pas d'une bonne petite poursuite pour propagation de fausse nouvelle susceptible d'ébranler le moral de l'armée.

♦ Ratapail-Cachin s'en va-t-en guerre, dans l'Huma du 19, contre Gide Dorgelés et tous ceux (fascistes et autres) qui osent critiquer le régime stalinien. Et de dire : « Nous savons bien qu'on n'attaque ainsi que les partis qu'on redoute ». Fallait-il que Cachin la redoute la Révolution, la vraie, celle de 1917, pour avoir alors, si fortement attaqué Lénine et défendu Kerenki.

♦ Pour combattre cette campagne de « dénigrements et de calomnies » Ratapail dit qu'il faut « qu'une voix autorisée s'élève ». Et vous pensez que Cachin a un discours à prononcer. Vous n'y êtes pas : « la voix autorisée », c'est Thorez. Qui l'eût cru ?

HENRI GUERIN.

## L'exécution de Clément Vautel

Donc lundi dernier, notre ami Doutreau a comparu devant la XII<sup>e</sup> Chambre.

Dès une heure, l'enceinte était bondée et de nombreux amateurs ne purent pénétrer. A la barre, « sa victime », l'homme qui a vu la mort de près, Clément Vautel, s'agit. Tout de suite il demande la parole. Et, dans un discours haché, il essaie de motiver sa ridicule plainte en justice, obligatoire, dit-il, à cause des termes de la lettre et de la nature des menaces qu'elle contenait. Il déclare n'avoir rien changé à ses habitudes, et « qu'il descend tous les jours de l'autobus Passy-Bourse, place de l'Opéra à deux heures vingt-cinq ». D'un signe de tête, Doutreau indique que cet important détail est enregistré.

« Bref, conclut-il en frappant nerveusement le sol de son talon, je ne crains rien des anarchistes ni des « anarchos » (sic).

Devant cette protestation de « courage », notre ami demande à M. Clément Vautel pourquoi il s'est adressé à la justice pour régler ce différend et si, comme il nous l'a dit, c'est parce que les menaces « précises » à lui faites l'avaient choqué (paire de calottes et coup de pied au cul), pourquoi en avait-il omis la désignation exacte, préférant les maquiller sous le terme équivoque « agression ». Pourquoi d'autre part s'est-il plaint d'avoir été menacé de « mort », et croyait-il qu'un coup de pied au derrière put avoir de si « terribles » conséquences. Après que le plaignant eut protesté de son irresponsabilité sur ce point, on appelle les témoins.

C'est tout d'abord l'éloquent Georges Pioch qui depuis longtemps connaît Vautel et vient nous le dépeindre exactement.

Georges Pioch. — M. Clément Vautel qui a toujours attaqué les idées nobles et les grandes causes, telle celle d'un peuple qui à l'heure actuelle défend ses libertés, s'étonne mal à propos que cette attitude soulevé l'indignation des cœurs généreux. De même M. Clément Vautel a dénigré de purs artistes comme Rodin, Stendhal, Baudelaire, plus spécialement quand ces artistes n'avaient pas été encore consacré par le succès.

Puis, après avoir fait remarquer à M. Clément Vautel qu'on n'intente pas, quand on se prétend grand journaliste un procès comme celui-là, il termine en disant : « Je ne pensais pas qu'un homme qui fait profession d'esprit et de l'esprit par profession, put en manquer à ce point. »

Après cette brillante intervention, notre ami Aurèle Paterni est à son tour appelé à la barre.

Aurèle Paterni. — Il est lamentable qu'au moment où la corporation du journalisme dont je fais partie, s'enorgueillit tapageusement de « l'héroïsme » des reporters, elle se voit infliger un cruel démenti par un de ses membres les plus influents qui a « s'effondré » devant la menace d'un simple coup de pied aux fesses. Au reste, c'était trop présumer de M. Vautel que de lui demander de ne pas cafardiser.

(Mouvement des avocats fascistes, protestations de M<sup>e</sup> Ernest-Charles, interruption du président.)

Aurèle Paterni. — Bon. Eh bien ! — et je tiens à le dire à M. Clément Vautel — je considère pour ma part comme une lâcheté quand on dispose d'un journal à grand tirage, d'attaquer un journaliste qui ne peut se défendre que dans un journal révolutionnaire et combattif d'un tirage forcément plus limité. Et je tiens aussi à dire à M. Clément Vautel qu'il était un lâche. C'est maintenant chose faite, M. Clément Vautel, je vous le dis en face, vous êtes un lâche.

La salle applaudit, les avocats fascistes qui assistent au procès protestent, le président ordonne de faire sortir ceux qui ont manifesté.

L'avocat de Vautel, M<sup>e</sup> Ernest-Charles plaide pour demander des dommages-intérêts pour son client. Après avoir dit qu'il ne partageait pas les opinions de M. Clément Vautel, « journaliste réactionnaire », « homme de bon sens ou de sens commun », il reconnaît que « l'accusé » a une figure sympathique.

M<sup>e</sup> Ernest-Charles. — Je croyais primitivement à la mauvaise foi de l'auteur de ces lettres, mais quand je vois son visage sympathique. — d'ailleurs M. Clément Vautel me faisait remarquer tout à l'heure qu'il trouvait lui aussi un visage sympathique à son adversaire.

M. Clément Vautel. — Ce n'est pas du reste ce qu'il pense de moi, car il a écrit dans un de ses articles que j'avais une sale gueule.

Doutreau. — Cela prouve que nous ne nous ressemblons pas.

M<sup>e</sup> E.-Charles cherche à prouver que les menaces de notre camarade ont obligé M. Clément Vautel à venir en justice, et qu'elles constituaient une entrave à la liberté de la presse. Au reste, il s'élève contre

toutes les atteintes à la liberté de la presse quelles qu'elles soient, et signale pour le détruire le boycottage du Libéraire par les distributeurs et marchands fascistes.

Enfin, il requiert l'application de la loi et réclame des dommages-intérêts pour les tourments endurés par son client.

C'est alors à notre sympathique ami, M<sup>e</sup> Marcel Fourier de présenter la défense. Que dire sinon que Doutreau ne pouvait trouver meilleur défenseur.

Avec esprit il achève de ridiculiser le sieur Vautel, retraçant devant les juges les différentes phases de cette affaire vaudevillesque, le bruit courant dans les salles de rédaction que Vautel avait été assassiné par un anarchiste du Front populaire, le démenti du lendemain et le procès intenté par le pître du Journal.

A la grande joie des assistants, il donne lecture des coupures de presse ameutant l'opinion sur les dangers courus par Clément Vautel. En fait, ce n'est plus la défense de l'accusé, c'est le procès du plaignant, à tel point que celui-ci, blême de rage, l'interrompt à plusieurs reprises, ce qui n'a d'ailleurs comme effet que de lui valoir de cinglantes réparties.

M<sup>e</sup> Fourier. — M. Clément Vautel ayant reçu une lettre de Doutreau avait le choix entre trois solutions. Il a choisi la plus mauvaise. La première consistait à observer le silence. Ce n'était pas la moins sage. La seconde c'était, puisqu'il s'estimait baffoué, d'envoyer ses témoins à M. Doutreau...

M. Clément Vautel. — Le duel ? Mais c'est bourgeois...

M<sup>e</sup> Fourier. — Mais bourgeois, vous l'êtes Monsieur Vautel vous avez écrit un livre pour le certifier : « Je suis un affreux bourgeois. »

M<sup>e</sup> Ernest-Charles. — Plein de talent, d'ailleurs.

M<sup>e</sup> Fourier. — Je n'en sais rien, je ne l'ai pas lu.

M. Clément Vautel. — Alors, n'en parlez pas.

M<sup>e</sup> Fourier (se penchant vers Vautel). — Je ne l'ai pas lu, car le titre m'avait suffi.

Enfin M<sup>e</sup> Fourier fait constater l'illogisme du sieur Vautel qui, tandis qu'il fait poursuivre Doutreau assure M. Charles Maurras, condamné pour le même motif de sa plus vive sympathie.

Les avocats fascistes protestent et M<sup>e</sup> Ernest-Charles déclare qu'il n'y a aucun rapport.

Mais M<sup>e</sup> Fourier, dressé à la barre impose le silence :

« Puisque l'on m'y oblige, je vais rappeler cette affaire que je voulais passer sous silence pour ne pas passionner les débats. Les menaces bénignes du coup de pied aux fesses que vous voulez dramatiser n'ont en effet aucun rapport avec les menaces extrêmement dangereuses qui ont failli coûter la vie au président Léon Blum. »

Les avocats fascistes se taisent, visiblement gênés.

Enfin M<sup>e</sup> Fourier termine son remarquable plaidoyer en faisant appel au bon sens du tribunal qui ne peut condamner pour des motifs aussi peu... meurtriers.

Le président lève la séance dans l'hilarité générale et remet le jugement à huitaine.

## UN RÉFRACTAIRE : Le cavalier Lemaître

M. Géo London, le gluant boscoï qui fait chronique judiciaire du Journal, nous donne le compte rendu de l'audience où fut jugé Maurice Lemaître. Il intitule son article : une affaire courtoisesque devant la justice militaire. M. Géo London devrait mieux choisir ses qualificatifs. L'audience courtoisesque, c'était celle d'un son ami M. Vautel est sorti ridiculisé à jamais. Celle où fut condamné le soldat Lemaître est tragique et porte la marque d'infamie de la société.

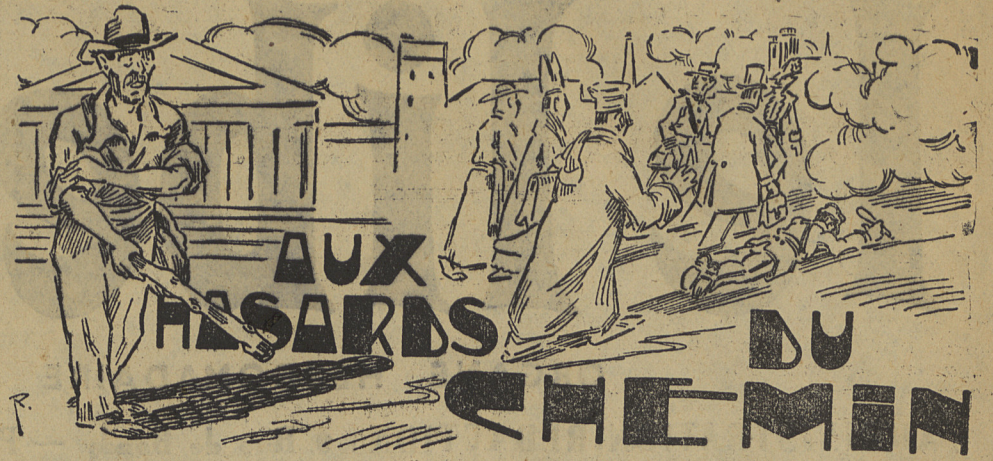
Maurice Lemaître qui a passé sa jeunesse en maison de correction (ce qui ne l'a pas corrigé, remarque spirituellement, cet imbécile de London-la-bosse) se refuse à accomplir son service militaire. Evadé, il est repris, fait la grève de la faim, refuse de parler et absorbe du verre pilé dans le but de se suicider.

« Pointez-moi la paix », dit-il, aux galonnards qui veulent lui apprendre le maniement des armes. »

Après une intervention à la barre d'un adjoint abruti qui porte le nom original de Colinet, le juge rappelle Lemaître aux sentiments patriotiques, exhorte la grandeur de la Patrie, la beauté de la France. Au fur et à mesure qu'il raisonne Lemaître, revolt sa jeunesse, la maison de correction, son uniforme de cavalier de 2<sup>e</sup> classe.

Levant les yeux, il aperçoit là-bas la bosse de M. Géo London, lequel distille du venin sur un papier vierge. C'est ça la France !

Et Maurice Lemaître, calme et résolu jette un défi aux gachaches qui disposent de son sort : « Je m'en fous de votre France ».



## De mon wagon

— J'ai lu un drôle de truc dans « Paris-Midi » l'autre jour, me dit Eugène le plombier, il paraît que les vendeurs à la « Sauvette » veulent maintenant se syndiquer. Tu crois ça, toi ?

— Mon vieux, tout d'abord, je ne saurais mettre en doute la bonne foi de « Paris-Midi », c'est un journal sérieux. Et l'article quotidien de M. Marcel Lucain, qui vaut à lui seule les six sous, prouve en faveur de ce que je te dis... seulement ça m'étonne un peu. Il y a des gens qui sont inorganisés et inorganiques par tempérament.

— Les anars, par exemple...

— Si tu veux, Eugène. En tout cas, je me souviens nettement d'une tentative de ce genre qui date de 1909, à l'époque où je faisais mes premières armes, et qui m'avait frappé. Il s'agissait de former un syndicat des Irréguliers du Travail, c'est le nom exact. Ils étaient assez nombreux dans nos groupements ceux qui travaillaient par intermittence, et pas toujours dans la même branche. C'étaient pourtant des travailleurs mais surtout des indépendants. Eh ! bien, on n'a jamais pu arriver à les organiser.

« Je crains donc fort qu'il en soit de même des vendeurs à la « sauvette », qui, au surplus, ne nous sont sympathiques qu'en raison de leur indépendance, car, entre nous, ils sont tous plus ou moins faisant !

— A qui le dis-tu ? J'ai acheté un jour un truc pour affûter les couteaux et j'ai bousillé tous les miens : ils ont maintenant un air de famille avec les eustaches qu'ils te refilent à la Santé, avec un dos de chaque

## ENVOI DE FLEURS

DANS une lettre adressée à l'Humanité, Romain Rolland, le fameux néo-soviéto-patriote, dit en peu de mots ce qu'il pense du livre d'André Gide, retour de l'U.R.S.S.

« Ce mauvais livre est, d'ailleurs, un livre médiocre, étonnamment pauvre, superficiel, puéril et contradictoire. Sa valeur est nulle ». M. Romain est tout à fait aimable pour celui qui hier partageait avec lui les faveurs du parti communiste. Ainsi lui se range dans les défenses de Staline à tout prix. Il va avoir du pain sur la planche et nous lui conseillons de préparer les épithètes pour qualifier Victor Serge, et le fameux Céline sur le compte duquel ces messieurs vont aussi déchanter.

## NE JUGEZ PAS LES AUTRES. D'APRÈS VOUS-MÊME

AU procès de notre camarade Doutreau, l'avocat de Clément Vautel, M<sup>e</sup> Ernest-Charles se permit des insinuations quelque peu déplacées.

« La perspective de l'amnistie augmente sensiblement le nombre des délits », dit-il.

Et encore s'adressant à Doutreau : « Vous êtes libéral, mais sans changer d'opinion, j'ai connu des anarchistes qui avaient bien évolué !... »

Que M<sup>e</sup> Ernest-Charles, avocat à la Cour, qui est peut-être le produit des amours incestueuses d'un radical-socialiste avec un caméléon-femelle, ait pour sa part beaucoup girouetté, ça n'est pas une raison pour juger les autres sur le même pied.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

FRANCE 52 Nos .. 22 fr. 28 Nos .. 11 fr.  
ETRANGER 52 Nos .. 30 fr. 28 Nos .. 15 fr.  
Chèque postal : N. Faucler, Paris 506-03  
2, rue de Bondy (10<sup>e</sup>)  
Téléphone : HOTAIS 68-27

Je soussigné déclare souscrire un abonnement de ..... à partir du ..... pour la somme de ..... dont je vous envoie le montant.

SIGNATURE :

Nom : ..... le ..... 193 .....  
Ville : ..... Adresse : .....  
Département : .....

## LE COUPABLE

Un des plus gros marchands de métaux de la région parisienne, la maison Br... à St-Mandé, s'est trouvé démuné de certaines marchandises. Sans doute, imprévision du stockage auquel se sont livrés ses clients en vue de la hausse des cours.

Seulement, les employés de cette maison répondent aux réclamations en incriminant... la semaine de 40 heures, qui ralentirait la production, l'expédition, etc.

Si c'est un ordre de la direction ils devraient demander une plus-value sur leurs appointements, en récompense d'une si belle besogne. Au cas contraire, il nous faut penser qu'ils sont bien stupides.

Stupides comme le seraient des Croix de Feu, par exemple...

## QUAND LE BATIMENT VA...

DE Paris-Midi, du 9 janvier courant :

« L'équipement en forces armées de la région parisienne se poursuit. A la garde mobile logée dans les bâtiments que boudaient les civils, à l'augmentation de 600 du nombre des gardiens de la paix pour aider à l'application des lois sociales, va s'ajouter l'édification de 8 nouvelles casernes de gendarmerie. »

On vous les appliquera les lois sociales, qu'on vous dit ! A grands coups de latte dans le train et à coups de nougat sur la coloquinte. Comme à la chocolaterie des Gourmets et chez les grands pâtisseries et restaurateurs. Quand le bâtiment va, tout va !

## LES BRAVES GENS

DANS une interview qu'il donna à un journaliste, au sujet des faux médecins, M<sup>e</sup> Vachette, au nom du syndicat des médecins de la Seine — les vrais de vrai cette fois — a déclaré entre autres :

« Croyez-moi, si le corps médical réclame à grands cris une protection, ce n'est pas tellement pour la défense de ses intérêts, c'est avant tout pour la défense de la santé publique. »

Quel sublime désintéressement ! Nous ne ferons pas à M<sup>e</sup> Vachette l'injure de lui dire que son humour est plutôt... vache. Mais nous chanterons : « Anges, pour pas d'radis, couvrez-nous de votre aile. »

Les romanichels.

DE  
**LENINE**  
A  
**STALINE**  
PAR  
**VICTOR SERGE**  
Numéro spécial du "Crapouillot" : 10 francs

LE BANLIEUSARD.



## UNE GRANDE RÉFORME SOCIALE EN CATALOGNE

## La légalisation de l'avortement

Cette mesure, qui aura peut-être interloqué l'étranger, qui l'a prise pour une mesure extraordinaire, n'est au fond qu'une simple restitution du droit à la femme de disposer de son corps. Il faut connaître la situation particulière de l'Espagne pour formuler un jugement sur cette réforme. Il faut tenir compte que ce n'est pas une innovation dans le monde, puisque des pays démocratiques et même impérialistes — tels le Japon — ont déjà légalisé sur cette brûlante question.

C'est sur toutes ces considérations que s'est expliqué le docteur Félix Martí Ibanez, Directeur du Service sanitaire et d'assistance sociale, rapporteur du projet :

« Un certain trouble nous envahissait, en nous demandant par où il fallait ouvrir une brèche par où entrerait la lumière dans l'obscurité sexuelle de l'Espagne.

« Comme toute réforme eugénique doit d'abord tenir compte de la mère et de l'enfant, c'est par là que nous avons commencé, en introduisant dans le décret la liberté de pratiquer l'avortement, quelle que soit la raison invoquée, en supprimant ainsi, d'un seul coup, l'avortement clandestin, qui cause tant de ravages et en dotant le prolétariat d'un moyen efficace de procréer selon sa volonté, sans risques.

« La réforme a déjà été réalisée dans d'autres pays. La République fédérale suisse l'a admise dans sa législation en 1916, pour des raisons morales et thérapeutiques, sur l'avis du médecin et avec le consentement de l'intéressée.

« En 1925, la Tchécoslovaquie l'adopta, en autorisant l'avortement en vue de restreindre la natalité. Le Japon impérialiste, autorise, en 1920, non seulement l'avortement, mais encore la limitation consciente de la natalité. En 1926, la Russie soviétique prit la même mesure (1).

« Aujourd'hui, enfin, c'est la Catalogne qui légalise l'avortement, à condition que celui-ci soit fait avant trois mois — à cause des dangers surgissant au-delà de cette limite — et cela sur la demande de l'intéressée et après examen de son état de santé. Ainsi, l'avortement sort de la clandestinité et de l'illégalité avec lesquelles il fut pratiqué jusqu'à présent. Il devient un droit social et biologique, en se convertissant en instrument eugénique au service du prolétariat.

« En Catalogne, l'avortement sera pratiqué dans des établissements spécialisés, avec un personnel spécialisé, annexé aux grandes institutions sanitaires catalanes : il ne sera pratiqué qu'après un examen médico-psychologique préalable.

« Parallèlement à cette institution, on créera des centres de propagande anticonceptionnelle, destinés à répandre dans le peuple les connaissances d'hygiène sexuelle au service de l'idéal eugénique, afin de restreindre les cas d'avortement eux-mêmes.

« Nous lutterons contre la mortalité et les

misères féminines, dues à l'incompétence d'une part, aux charges de l'enfant auxquelles la situation sociale de la femme ne permet pas de subvenir, d'autre part.

Nous n'assisterons plus au spectacle de femmes blessées ou mutilées pour toute leur vie par une criminelle manœuvre abortive ; nous ne verrons plus de femmes haïr le ou les rejetons non désirés, d'enfants sans pain ni père.

La maternité, en devenant volontaire, deviendra consciente de ses responsabilités. Le temps où nos aïeules étaient réduites au rôle dégradant de machine à enfanter est révolu. La maternité ne doit plus être un châtiment biblique. Elever un être qu'on procréait est un devoir, mais cette procréation doit d'abord être acceptée ou refusée en vertu d'un droit.

L'avortement soustraira la femme à la vindicte sociale, produit de séculaires préjugés. Il la soustraira également à l'inconscience et tyrannique brutalité masculine. La femme ne sera plus la chose et la propriété de quelqu'un. Elle disposera d'elle-même. Elle n'enfantera que sur son choix et selon sa volonté.

Nous avons voulu secouer le joug et arracher la femme à son séculaire esclavage. Nous comptons sur nos sœurs prolétaires pour nous aider. (de *Solidaridad Obrera*.)

(1) Rappelons que l'an passé l'U. R. S. S. a modifié la législation sur l'avortement de telle sorte que celui-ci est devenu pratiquement impossible. N. D. L. R.

## Tandis qu'ils se battent...

A l'heure où paraîtront ces lignes, tous nos amis de province auront reçu nos affiches illustrées appelant les antifascistes à un nouvel effort en faveur des miliciens.

Qu'ils comprennent bien que c'est là un gros effort que s'est imposé notre comité pour alerter la population ouvrière et antifasciste de ce pays sur le sort du prolétariat d'Espagne.

Ils doivent donc nous seconder activement et s'employer à recueillir autour d'eux le plus possible. Partout où cela est réalisable un centre local doit être créé. Pour leur faciliter la besogne, notre affiche peut être utilisée. Qu'ils substituent à l'adresse du Centre de Paris l'adresse du centre local au moyen d'une bande qu'ils feront imprimer.

Au moment où les combattants antifascistes tentent un suprême effort pour faire reculer définitivement les mercenaires du fascisme international, toute notre activité, toute notre énergie doit se manifester pour les soutenir et les protéger contre les rigueurs du froid.

Nos camions se chargeront de porter rapidement aux courageux luttant tout ce que les uns et les autres auront pu récolter.

Que personne ne boude à la besogne il y a de notre liberté à tous... peut-être de notre vie.

Le Centre de Ravitaillement des Milices Antifascistes d'Espagne, 26, rue de Crussol, Paris-11<sup>e</sup>. Téléphone : Roquette 73-96.

P. S. — Nous avons reçu du Comité de Perpignan un appel à la solidarité. Que ceux de nos amis dont la situation géographique se trouve à proximité adressent leurs envois au : Comité de Défense de la Révolution Espagnole, Ancien Hôpital, rue du Maréchal-Foch, Perpignan.

LES TORTIONNAIRES DU PEUPLE ESPAGNOL  
MARTINEZ ANIDO

La personnalité de Franco est un peu controversée en ce moment. Peut-être n'est-il pas aussi grand stratège qu'on l'avait cru ! Ses plus enragés thuriféraires mêmes, depuis qu'il n'en finit plus de conquérir Madrid, se prennent à douter de ses mérites.

Objectifs avant tout, nous n'aurons pas l'ingratitude des petits copains. Parmi les vertus que nous lui reconnaissons, nous mettrons en lumière, aujourd'hui surtout, son sens des compétences.

Ainsi, ayant besoin d'un conseiller à la Santé publique, son flair ne connut pas d'hésitation longue ! Martinez Anido s'imposait pour une aussi noble magistrature.

Un précurseur de Martinez, tout à fait indigne pour la « limpiezza » de l'arrière, Assassinateur en tous genres. A façon et à forfait !

Depuis le 19 juillet, le vieux chacal s'impatiente, dans l'attente de quelque besogne, où il pût montrer son savoir-faire, prouvé à Barcelone, aux sombres jours de 21, par quinze cents assassinats et davantage de militants de la C.N.T.

Dans le même temps que Sanjurjo s'embarquait au Portugal, à bord de l'avion qui devait heureusement se carboniser avec toute sa cargaison fasciste quelques heures plus tard, on signalait sur les contreforts pyrénéens, la présence du vieux charognard.

Dès le début, les hommes de Burgos l'avaient reconnu comme l'un des leurs. En compagnie de Yague, le boucher de

Badajoz, de Queipo de Llano, le massacreur de Triana, il pouvait figurer dignement parmi les défenseurs de la vieille « civilisation occidentale ».

Des titres à un tel honneur il en avait à revendre. N'essayons pas de les énumérer par le menu, il y en aurait trop.

Nommé gouverneur civil de Barcelone, il y arrive en 1919 flanqué du sinistre Arlegui, dans le dessein de liquider le mouvement syndicaliste par la provocation et la terreur.

Nous sommes en pleine grève de la « Canadienne », une des plus grandes batailles qu'ait soutenues la C.N.T. et cette dernière voit chaque jour grandir son influence.

La bourgeoisie catalane, impulsée par le fameux Cambo et sa Lliga, ne voit pas sans angoisse, et alors qu'un peu partout la révolution flambe en Europe, s'amplifier un tel mouvement. Elle fomenta des organisations de briseurs de grèves, qui multipliaient les attentats contre les camarades de la C.N.T. Plusieurs aventuriers, tels le baron de Koenig et le célèbre policier Bravo Portillo assumèrent tout d'abord, la charge de recruter les assassins à gages qu'on lance contre les militants.

Vient Martinez Anido, qui accepte de prendre l'entreprise à son compte. Et c'est alors que s'écrit une des plus effroyables pages de l'histoire des luttes ouvrières espagnoles, de l'histoire des luttes ouvrières de tous les pays.

Le « pistolérisme » méthodique avec estampille des autorités militaires et civiles, va sévir dans toute son horreur sous le haut patronage de Martinez Anido.

Des centaines et des centaines de camarades sont assassinés par les soins des tueurs de Martinez Anido et de son coadjuteur le général Arlegui.

La C.N.T. littéralement est décimée. Ses leaders les plus écoutés sont parmi les premières victimes. Salvator Segui, Layret, disparaissent tour à tour. Pestana est blessé très grièvement.

Dans sa soif de carnage, Anido ressuscite la « ley de fugas », la loi de fuite, une des barbaries les plus odieuses d'un temps qui pourtant nous laisse souvent que l'embaras du choix.

On invite l'homme incarcéré à sortir de sa geôle, et à peine a-t-il fait quelques pas on l'abat, alibi juridique : il a tenté de s'enfuir.

Grâce à cet expédient criminel Anido fit assassiner nombre des nôtres, entre autres Evelio Boal, un des fondateurs de la C. N. T.

En résumé tout ce qu'il fallait, pour pouvoir prétendre à la « Santé Publique » chez Franco.

SPECTATOR.

## Notre deuxième affiche illustrée

Elle connaît le même succès que la première. Notre tirage de dix mille exemplaires est épuisé. Il nous en reste seulement une bonne centaine que nous gardons à la disposition des camarades de la province qui nous en feront la demande.

Les amis de la banlieue parisienne qui n'ont pas pris encore leurs affiches, par la faute de l'imprimeur qui nous a livré le matériel en retard, sont priés de passer en prendre livraison sans retard.

Et merci à tous pour l'aide apportée dans l'exécution de cette belle œuvre de propagande.

DE LA CENTURIE SEBASTIEN FAURE

## Un salut à tous les Anarchistes de France

« La centurie Sébastien Faure », au nom de tous les camarades qui la composent, à tenu, par l'intermédiaire du Libéraire, à envoyer son salut révolutionnaire à tous les anarchistes de France.

A tous leurs amis, à tous ceux qui apportent au Comité de l'Espagne libre rue de Crussol, leurs dons pour les miliciens en Espagne, les camarades de la centurie tiennent encore une fois à les remercier.

Cette centurie soutenue par son idéal révolutionnaire combat avec ses frères espagnols pour anéantir cette caste militaire qui par le feu et le sang veut implanter en Espagne son régime de terreur propre à Mussolini et à Hitler.

Connaissant de quelle façon la presse française informe le peuple, ils ont le ferme espoir qu'un jour, il suivra l'exemple de leurs frères espagnols et demandera des comptes aux plumeux qui font actuellement leur si sale besogne.

La centurie condamne l'attitude du Gouvernement Français à l'égard de l'Espagne et espère que le prolétariat français aura enfin compris le rôle que peuvent jouer les politiciens et que dorénavant il ne devra compter que sur lui-même.

De toute sa foi, cette centurie lutte à côté de ses frères espagnols pour abattre le fascisme et par la véritable révolution sociale établir le communisme libertaire.

LA « CENTURIE SEBASTIEN FAURE »

## AUX SANS-FILISTES

GONZALO DE REPARAZ, insigne géographe et historien militant de la C. N. T., prononcera une intéressante conférence dimanche prochain, 17 janvier, au Ciné Coliseum, à 11 heures et demi sur :

« Ce qu'aurait pu faire l'Espagne au Maroc et ce qu'elle a fait. »

Cette conférence est la troisième du cycle organisé par les Bureaux de propagande C. N. T., F. A. I.

Elle sera retransmise dans toute l'Espagne par Radio-Barcelone, Radio Association de Catalogne et par E. C. N. Radio C. N. T., F. A. I., Longueur d'onde, 222,55.

## UNE CONFÉRENCE DE GASTON LEVAL

## Comment la C. N. T. conçoit la reconstruction économique de l'Espagne

Au Coliseum de Barcelone, notre camarade Gaston Leval a fait la seconde conférence de la série de celles qui doivent être prononcées chaque dimanche et diffusées à la Radio C. N. T. par les soins de l'Office de propagande C. N. T.-F. A. I. En voici les éléments essentiels :

Tandis que les hordes fascistes attaquent furieusement Madrid et que des troupes étrangères débarquent sur le territoire espagnol, les partis politiques mènent contre la C. N. T. et le mouvement anarchiste une offensive ouverte. Nous y répondrons par un exposé clair, honnête et loyal de ce que la C. N. T. se propose de mener à bien.

Tout d'abord, nous n'attribuerons pas à l'anarchisme tout ce qui se fait actuellement.

En Espagne, beaucoup d'ateliers et d'usines sont aux mains des travailleurs et dirigés par des comités de contrôle qui en assurent le travail. Dans les campagnes, en partie, des collectivités sont créées.

Après six mois de guerre la Révolution ne peut prétendre avoir réalisé tous ses postulats. Il y a des situations transitoires, nous désirons les résoudre. Le principe fondamental du socialisme implique la disparition de la division de la société en privilèges et en misères, donc égalité économique.

Notre camarade fait alors un historique saisissant de la crise qui pèse sur le monde et rappelle qu'au point de vue économique elle a déjà coûté plus que la guerre mondiale.

Cette crise est accompagnée par une recrudescence du militarisme dans le monde, nationalismes économiques et politiques partout ; résultat : la misère.

Beaucoup d'hommes publics ont répandu l'erreur que l'Espagne est par elle-même un pays riche. C'est une nation essentiellement pauvre pour obtenir de l'effort humain un rendement sérieux. D'où, nécessité du socialisme.

Les trois quarts de sa population sont des paysans et des éleveurs, ils dépendent donc

du travail de la terre. Et du point de vue géologique une grande superficie est difficilement cultivable. Vingt-cinq pour cent du territoire national suivant les économistes est impropre à l'agriculture. Insuffisance de pluie manifeste, sécheresse, mais inondations en hiver. D'où misère dans de nombreuses régions et dégradation complète de la race dans certaines d'entre elles.



Gaston Leval

L'Espagne a plus d'un million de propriétaires, desquels 845.000 tirent de leurs travaux agricoles un rendement inférieur à une peseta par jour. Ils sont obligés de faire en plus pour vivre, le facteur, cantonnier, etc. La réforme agraire que préconise la République était celle appliquée en Roumanie, Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Bulgarie ; la situation matérielle des

## L'ESPRIT CONSTRUCTIF DE LA C. N. T.

## La socialisation de l'industrie électrique

Les camarades du comité qui nous informent nous rappellent la préoccupation qui les animait en juillet quand eux ont lieu le soulèvement militaire.

« Si nous triomphons, nous prendrons à charge la direction de la compagnie, mais la vie du pays ne doit pas en être paralysée. Nous avons pris soin d'aviser nos camarades renvoyés par la compagnie de se tenir prêts à nous aider. Au fond, nous ignorons la complexité d'une telle organisation. La C. N. T. qui avait ordonné que tout le personnel soit présent dans les 48 heures, se trouva en face d'une situation très difficile par le fait que le haut personnel technique avait en grande partie déserté et ceux qui demeurèrent faisaient du sabotage.

Il devenait logique de prendre possession de toutes les entreprises, et un accord fut préparé que les représentants du capitalisme signèrent et aux termes duquel on différait à un moment plus opportun le soin de parler des intérêts lésés du fait de notre action... »

— Quelle fut l'attitude de la direction ?

— Elle obéit... dit-elle, à la SOFINA de Bruxelles qui influa à tous les étrangers employés dans une entreprise espagnole d'avoir à cesser de prêter leurs services, avec menace, au cas contraire, que leurs noms seraient communiqués à toutes les filiales dans le monde, afin de les empêcher de travailler plus tard. Car la SOFINA est un très puissant consortium financier...

— Et le résultat ?

— Plus de 80 étrangers partirent.

— Y eut-il des adhésions à votre cause ?

— Certes. Il y eut des étrangers qui se mirent tout de suite du côté de la révolution. Certains formèrent cette colonne internationale fameuse qui lutte avec nous. D'autres s'offrirent à travailler et furent admis. Mais ils vinrent le lendemain nous aviser que les consuls de leurs pays respec-

tifs, obéissant ainsi à la SOFINA, leur donnaient ordre de quitter le territoire espagnol. C'est ainsi que la direction technique abandonna tout en quatre heures et comme elle avait pris soin de maintenir les travailleurs espagnols en dernier lieu dans l'organisation, représentez-vous nos difficultés. Et cependant nous les avons vaincus à force de volonté.

Nous avons dû improviser tout un système transitoire que nous avons amélioré peu à peu. Cependant, et il faut insister sur ce point, à aucun moment les services ne furent interrompus. Il y eut de la lumière et tout fonctionna comme par le passé. Nous sommes heureux d'avoir donné au monde financier, qui pensait, pauvres millionnaires, qu'en nous abîmant, tout irait à l'envers, que nous étions capables de les suppléer techniquement.

— Mais le capitalisme ne se sera pas résigné devant ce qui lui arrive ?

— Evidemment. Nous savons que la SOFINA, à fait, par l'intermédiaire de ses représentants diplomatiques, une réclamation au gouvernement.

— Et le résultat ?

— Nous ne le connaissons pas. La S.O. F.I.N.A. a menacé de mettre toutes ses industries dans le monde au service des factieux. C'est la lutte caractéristique du grand capital international contre les travailleurs.

— Quel est le rapport entre votre industrie et la nouvelle économie ?

— Pour le moment, nous allons à l'unification des industries et nous nous efforçons d'améliorer toutes les centrales hydrauliques. Pour vous en donner une idée, nous avons des réserves hydrauliques correspondant à cent millions de kwh. ; uniquement dues à notre intervention, et sans techniciens, ceci en six mois de révolution et grâce aux hommes de la C. N. T.

Mais ce n'est pas tout. L'entreprise naguère exploitait et pressurait le peuple travailleur. Le prix du courant était très élevé. Notre but est diamétralement opposé. En même temps que nous travaillons à développer l'emploi des appareils électriques modernes : cuisinières, fourneaux, appareils de chauffage, etc., nous nous efforçons de réduire le prix du courant que nous vendons au prix de revient.

— Et ce prix sera ?

— Depuis le 1<sup>er</sup> octobre, nous avons mis le kw. à 0 fr. 50 au lieu de 0 fr. 75. En outre, à certaines heures, nous espérons pouvoir réduire le prix du kw. à celui du mètre cube de gaz. Ce prix sera de douze centimes, libre d'impositions.

— Avez-vous d'autres projets ?

— Développer partout le réseau électrique. Nous reprenons la construction de la centrale électrique de Flix et tous les travaux en cours. Nous cessons de payer les charges financières antérieures. Les capitalistes ne sont pas nécessaires. Nos travaux représentent 70 millions de pesetas que nous tirons de l'industrie elle-même, puisque les financiers n'ont plus rien à empocher.

— Et quel est le plan administratif intérieur de la future organisation ?

— Suppression des chefs, responsabilité de l'individu, de sa personnalité à son travail. Des comités formés par des camarades ingénieurs, comptables, etc. La direction sera assurée par un comité responsable nommé par les comités de chaque branche. Quant aux relations avec l'extérieur : un camarade du comité central, un du syndicat et le délégué de la Généralité de Catalogne.

En résumé, notre lutte contre le capitalisme international se poursuit sans quartier. Nous savons notre force et connaissons la sienne. Comme les camarades du front, nous ne reculerons pas.

(Solidaridad Obrera des 6, 7 et 8 janvier.)

## LETTRE DE BARCELONE

A Barcelone, la situation est tendue entre les politiciens (de l'Esquerra aux communistes) et la C. N. T. et la F. A. I. La population elle-même ne supporte pas sans peine certaines directions nouvelles.

Un exemple : le syndicat du bois a entrepris la collectivisation de toute cette industrie, et voyant l'état précaire de la plupart des locaux et du matériel, a demandé à la Généralité un crédit de trois millions de pesetas, gagé par des meubles d'une valeur bien supérieure. Il reçut l'approbation de nos camarades, mais dut abandonner ces démarches devant le refus des autres membres du Conseil.

Il fit alors aux paysans des propositions d'échange que ceux-ci durent repousser, étant eux-mêmes dans l'impossibilité d'obtenir de la terre un rendement satisfaisant par suite du manque de semences, d'argent et de main-d'œuvre.

Au début, les petits patrons obtinrent de la Généralité des crédits en dédommagement de la perte que leur causait la révolution. Aujourd'hui les syndicats ouvriers ne peuvent obtenir les mêmes avantages pour une entreprise de collectivisation qui intéresse tout le monde et en premier lieu le développement de la nouvelle économie créée par la révolution.

Autre exemple : notre camarade Domenech, ex-conseiller d'approvisionnement, avait institué des comités d'approvisionnement par quartiers, chargés de distribuer les produits. Cette organisation avait donné les meilleurs résultats.

Lors du remaniement ministériel, Domenech fut remplacé par Comorera (U. G. T.) dont le premier discours fut un réquisitoire contre Domenech et à travers lui, la C. N. T. Comorera a paralysé les comités de quartier, accroissant considérablement les difficultés d'approvisionnement.

Enfin pour l'instant la guerre absorbe toutes nos forces, mais il ne faudrait pas qu'une campagne plus violente nous oblige à une position plus nette.

PEDRO TORREGO.

## Il n'y a plus que huit jours

pour placer les billets de tombola de la toile de Gernignani, représentant à la Citadelle de l'île Sainte-Marguerite à Cannes ». Le tirage se fera le 30 janvier, salle Wagram, lors de la fête organisée par le Comité pour l'Espagne libre. Que les retardataires (SURTOUT LES GROUPES) se hâtent de prendre leurs carnets, soit au Comité, 26, rue de Crussol, soit au « Libéraire », 9, rue de Bondy.

## POUR LES MILICIENS

Nous rappelons à tous les dévoués camarades qui veulent nous aider dans l'œuvre de solidarité que nous avons entreprise, que le Centre de ravitaillement des milices antifascistes d'Espagne, actuellement situé 26, rue de Crussol, Paris (11), est ouvert tous les jours, y compris dimanches et fêtes, de 7 h. 30 à 20 heures.



# LES IDEES ET LES FAITS

## UN FASCISTE A LA « BANQUE DE FRANCE »

Lemaigre-Dubreuil, président de la Fédération nationale des Contribuables, et membre du nouveau conseil de la Banque de France a prononcé samedi à Nantes un grand discours dans lequel il annonça « la faillite du régime actuel ». « Faillite internationale puisque la guerre est à nos portes et que « ceux qui n'y ont pas longtemps encore, refusant de voter le budget de la Défense nationale sont entrés dans une course aux armements ruineuse pour le pays. »

Faillite financière qui se chiffre dit-il par 45 milliards de déficit budgétaire. Faillite sociale enfin puisque « les classes moyennes sont écrasées tandis que la hausse des prix a dévoré les augmentations de salaires des ouvriers. »

Dans ce discours, le brillant nouveau conseiller de la Banque de France oublie de citer ne serait-ce que pour mémoire la situation internationale financière et sociale d'un patronat de combat qui avant que les augmentations de salaires eussent fait sentir leur effet sur les prix de revient, avait même les grèves de juin avaient majoré leurs prix dans des proportions dépassant 10 et 15 % en prévision des troubles financiers et sociaux qui ne manqueraient pas d'accompagner la montée du Front populaire au pouvoir.

C'est à ce patronat que nous demandons des comptes. Si la guerre presse, si la faillite s'annonce, la responsabilité n'en incombe à personne d'autre qu'au patronat criminel et si Blum supporte une responsabilité terrible c'est de s'être constitué en serviteur de cette bourgeoisie qu'il avait mission d'abattre.

Quant à la Banque de France, devenue sur le papier Banque de la France, elle s'est donnée la fantaisie à sa première assemblée comprenant 800 actionnaires — au lieu des 200 — sur 40.000 porteurs, d'être à son conseil un adversaire de l'expérience Blum, un porte-parole des fascistes, un spécialiste des déclarations et des révélations tapageuses, ce même Lemaigre-Dubreuil qui exposait tout crument voici quelques jours une des nombreuses escroqueries qui sont les procédés de tous les gouvernements, et cela en se servant de son titre, tandis que le ministre des Finances affirmait simplement en réponse que « les arguments invoqués sont inexacts et les conclusions complètement dénuées de tout fondement. »

Mais le conseiller n'en continue pas moins ses révélations et ses discours, et le gouvernement à s'enfermer dans des réponses dénuées elles-mêmes de tout fondement.

## LE VOYAGE DE WASHINGTON

L'accord monétaire tripartite qui précéda la dévaluation se continue politiquement, et un rapprochement économique franco-anglo-américain, qui inquiète si fort l'Allemagne, se consolide. La nomination de C. Bonnet au titre d'ambassadeur de France à Washington est le signe d'un resserrement entre la France et les Etats-Unis au quel l'Angleterre prend part par l'intermédiaire de son Otto Niemeyer et M. Walter Runciman, administrateur de la Banque d'Angleterre et ministre de la Couronne.

La question allemande doit être débattue, et les vœux américains concordent avec celles de la France.

## LA VOIX DES CHOMEURS

### MEETING A JAPY

Le bureau régional de l'Union des comités de chômeurs de la région parisienne et l'Union des Syndicats de la Seine avaient organisé, samedi 10 janvier dernier, un grand meeting au gymnase Japy, conviant la masses des sans-travail de la région parisienne à venir écouter la bonne parole.

Celle-ci leur était dispensée par les prédicateurs habituellement consacrés à cet effet par les Eglises politico-syndicales.

Ce faisant, le Bureau régional de l'Union des comités de chômeurs indiquait à l'aube de l'année 1937 sa volonté bien déterminée de continuer, comme par le passé, à mépriser la volonté des bases et, en ne tenant pas compte des décisions du dernier congrès, de trahir délibérément les engagements qu'il avait dû consentir pour obtenir le renouvellement de son mandat.

Afin de parer aux réactions possibles des bases qui n'avaient, comme d'habitude, pas été consultées, afin d'étouffer la voix de ceux qui ne consentent pas à rallier la tribune de Démocratie, les organisateurs avaient mobilisé le ban et l'arrière ban de la garde prolétarienne chargée de protéger leurs précieuses personnes et d'assurer l'ordre pendant l'exécution de leurs savants exercices de gymnastique oratoire. Le lever de rideau était assumé par Peyrat.

Il exprima l'espoir que, selon l'expression consacrée, notre génial Blum (dorsqu'il aura fini de mettre au point la procédure d'engagement de la guesse espagnole et terminée la préparation des accords économiques demandés par son ami François Poncet pour renflouer le mazisme ébranlé), notre sublime Blum condempnera peut-être à déposer devant les Chambres les projets de lois sur le fonds national de chômage, l'exonération des loyers, la suppression des cumuls, les grands travaux, la retraite des vieux travailleurs... enfin, tout ce qu'on a promis à ces pauvres coillons de chômeurs pour leur faire oublier qu'ils ont faim, qu'ils ont froid et qu'ils manquent de tout le nécessaire.

Hénaïf, le ténor de l'Union des syndicats, vint ensuite faire entendre aux auditeurs les airs bien connus de son répertoire.

C'est ainsi qu'il nous apprit que le meilleur moyen de faire disparaître le chômage est de donner du travail aux chômeurs.

Il dénonça les manœuvres des contre-révolutionnaires fascistes qui engagent les chômeurs et les travailleurs à l'action et se permettent de discuter l'attitude des états-majors dans leurs tractations avec les grands chefs du Front populaire.

Il termina en affirmant la solidarité étroite des chômeurs et des travailleurs, mais se garde bien de mettre à l'épreuve cette solidarité en prenant l'initiative de déclencher une grève de protestation afin d'appuyer les bien modestes revendications des sans-travail.

Bossus, de notre grand parti communiste groupant 300.000 adhérents, conte son dernier entretien avec un inspecteur de police, entretien au cours duquel il assura « ce fonctionnaire inquiet, que les chômeurs ne sont pas des gens méchants, qu'ils sont, au contraire, très raisonnables et se rendent parfaitement compte des avantages considérables acquis par la classe ouvrière, grâce à notre Front populaire, création de notre grand parti communiste. »

Il termina en affirmant le dévouement des 72 élus du grand parti communiste à la cause des chômeurs, mais oublie de donner des précisions sur la date à laquelle un d'entre eux se déclarera à interpeller le Gouvernement sur la question du chômage.

des mandants français et anglais, il doit en résulter en principe un desserrement du blocus qui étouffe l'Allemagne. Celle-ci qui connaît les méandres de la diplomatie, et qui sait quel sacrifice serait pour le capitalisme anglais et français la réintégration de l'Allemagne au soleil international, suit d'un œil inquiet l'approche des débats et louvoie avec sa complice italienne pour faire payer cher ses incartades de conduite.

Il faut à tout prix que l'Allemagne sorte du blocus économique que lui impose sa politique de réarmement intensif, elle sollicite des puissances intéressées des ouvertures de crédit sous une forme directe ou détournée en alimentant par exemple son commerce national et son industrie par des matières premières non frappées d'un impôt anglais ou français, en puisant elle-même à la source une richesse qu'elle est bien décidée à obtenir coûte que coûte.

Il n'est plus possible à l'impérialisme allemand de reculer son entrée dans la compétition mondiale.

## LA REFLATION ET LES GREVES

Ce qu'on appelle l'expérience Blum est basé sur cette mathématique bien simple qu'un prélèvement sur une masse d'affaires est proportionnel au volume de ces affaires, le taux restant fixe, et que l'impôt levé sur une économie vivifiée devait permettre d'équilibrer le budget. C'est-à-dire de donner en plus d'une sécurité matérielle une assurance psychologique à une reprise plus considérable encore jusqu'à disparition complète de la crise.

Les grèves ont donné une entorse à la combinaison, et si le relèvement des prix a donné à l'exploitation une marge bénéficiaire qui permet de supporter des charges fiscales maintenues ou accrues, le volume décroissant de la production par contre a diminué proportionnellement la masse du prélèvement, et l'équilibre budgétaire s'annonce de plus en plus difficile par suite de défaillances possibles dans les rentrées fiscales.

D'autre part la courbe du relèvement des prix ne laisse guère de chances à l'expérience de reflation, en ce qui concerne du moins le patronat que la diminution du profit inquiète et que la combativité ouvrière lui interdit de limiter comme il le voudrait.

Donc, production réduite ou moins profitable, le patronat n'enverra pas un sou de plus aux caisses de l'Etat, sa production ne bougera pas, ou s'accroissant il en verra diminuer le profit et demandera à l'Etat d'abaisser le taux du prélèvement fiscal.

Pour nous qui voulons que réellement les riches paient avec leurs profits et non avec la sueur des ouvriers ou l'argent de l'Etat, nous demandons que les augmentations de salaires, qui peuvent et doivent dans un régime de contrôle ouvrier alimenter les recettes du budget, ne soient pas compensées par une augmentation de travail pour combler un petit creux dans la caisse des riches.

Les possédants doivent payer en argent et en bien-être pour le travailleur, à l'atelier, tous les frais d'une expérience dont nous n'attendons certes rien de bien, mais que nous utilisons comme une marche avec la prétention inébranlable qu'elle sera plus haute que celle que nous venons de quitter.

LUC DAURAT.

Lagorrette, du cirque S.F.I.O. présente son numéro comique au milieu d'un charivari indésirable.

Il demande aux chômeurs de défendre le Gouvernement pour tout ce qu'il n'a pas fait pour eux et pour tout ce qu'il leur promettra. La note réaliste est donnée par un délégué de l'Etoile Nord Africaine qui expose les misères dont ses frères indigènes souffrent sous le régime du Front populaire comme les gouvernements précédents. Il adresse un pressant appel à la solidarité prolétarienne.

Le Révérend père Franson terminait cette première partie du programme en prêchant pour la constitution d'une congrégation unique de vieux travailleurs qui adresserait au Très Saint Père Léon des prières et des litanies pour que la manne bienfaitrice tombe du ciel capitaliste en faveur des vieilles brebis usées et loupées par leurs bégères, lesquels reçoivent de plus nourrir sous prétexte qu'elles ne donnent plus de laine.

Enfin des acclamations, des cris annonçant le retour de la dévaluation partie à la présidence du Conseil sous le commandement d'Hénaïf pour y chercher la modeste croûte qui permettrait aux chômeurs d'attendre les effets bienfaisants de la Grande Réforme.

Un grand espoir plane sur l'immense assemblée. Aussi c'est une formidable clameur qui exprime la stupeur de ces affamés quand Peyrat explique que la délégation n'a pas été reçue par le sublime Blum, mais par un sous-fil, qui ne pouvait qu'enregistrer, afin de les transmettre à son auguste Maître, les desiderata présentés par les délégués.

Des cris : « A l'action » s'élèvent de toutes parts. Hénaïf doit déployer toute sa science dans l'art de manœuvrer les foules ouvrières pour calmer les chômeurs en obtenant par un vote à mains levées une résolution donnant pouvoir à la délégation de continuer les pourparlers à charge de publier chaque jour un compte rendu de son activité et d'obtenir sous huitaine le relèvement de 30 % du taux d'allocation avec rappel à la date du 1<sup>er</sup> janvier.

Bossus, croit, lui aussi, devoir intervenir et rappeler les paroles historiques de notre grand Thorez, disant « qu'il fallait savoir terminer une grève », déclara aux chômeurs qu'il fallait savoir terminer une manifestation. Notre génial Bossus n'oubliait qu'un point, c'est que pour terminer une manifestation, il faut d'abord la commencer.

Et l'Assemblée se dispersa... H. GEUFFROY

## REVOLTANTE PROVOCATION

Nous apprenons d'autre part que le meeting a été l'occasion de provocations ignobles de la part de certains membres du service d'ordre. C'est ainsi que deux de nos camarades qui voulaient vendre le *Libertaire* à la porte du meeting, sur la chaussée, se virent menacés et insultés par quelques séides trop zélés du P.C.

Ces prétendus camarades, oubliant qu'ils avaient affaire à des chômeurs comme eux, prétendirent avec force insultes nous interdire la vente de notre journal, cependant que le *Cri du Chômeur*, la *Russie d'aujourd'hui* et le *Rassembleur* du combattant — tous trois comme par hasard d'obédience stalinienne, et à l'exclusion de tous autres — étaient librement criés ! C'est sans doute ce que leurs chefs entendent par la nouvelle formule : *Unir, unir, unir*. Il est vrai qu'elle ne s'adresse guère qu'aux croix-de-leu, bourgeois moyens, et autres chômeurs à l'exclusion des ouvriers chômeurs, qui n'acceptent pas les directives du grand Staline... CA-AD.

## AVIS IMPORTANT

Les camarades chômeurs sont priés de passer au *Libertaire*.

# L'EXPERIENCE BLUM

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

Des planistes qui, depuis, se font entendre à la T.S.F., prétendaient que le Gouvernement issu du suffrage universel allait porter le coup de pioche au régime, mais tout ceci n'était qu'hypothèse avant la constitution du Gouvernement Blum.

## LES GREVES DE JUIN

Pour la classe ouvrière la victoire électorale de mai dernier n'était ni plus ni moins que le prélude d'un changement profond du régime. Le fameux « coup de pioche » dont on parlait tant allait être porté.

Les métallurgistes parisiens qui occupèrent les usines ne pouvaient pas se figurer que leur action allait contraindre les théoriciens qui prêchaient la nécessité de la disparition du régime capitaliste par la conquête du pouvoir. Cependant, tout comme les sociaux-démocrates allemands en 1919, les marxistes français furent plus embêtés par l'occupation des usines que les patrons eux-mêmes. Au lieu d'exploiter l'enthousiasme populaire et pousser à une profonde transformation des rapports sociaux d'autant plus qu'il tenait les leviers de commande, le gouvernement Blum employa toute son influence morale à faire reculer la classe ouvrière. Les congés payés, de 40 heures, le contrat collectif imposés par l'action directe, servirent d'arguments supérieurs aux politiciens pour faire évacuer les usines sans garantie suffisante. Au lieu d'imposer la gestion ouvrière de la production, les marxistes firent pression sur les grévistes pour les amener à se contenter de vagues promesses et contrats dont l'application est plus que problématique.

Les ouvriers métallurgistes du Nord ont éprouvé à leurs dépens l'efficacité de cette tactique stupide. Ils ont payé, par les privations, cinquante années d'erreurs et de croyance à la légalité bourgeoise. L'arbitrage obligatoire, qu'aucun gouvernement bourgeois ne pouvait espérer imposer, est un fait. La classe ouvrière se verra bientôt obligée de lutter contre cet instrument monstrueux de division ouvrière.

Quant aux représentants marxistes au gouvernement, ils se contentent de demander le vote de ces lois au Parlement.

Ils oublient que la social-démocratie austro-allemande avait fait la même chose en 1919 (voir la constitution de Weimar, etc.) pour forcer les ouvriers à se dessaisir de la production qu'ils avaient mise entre les mains des comités d'usine.

## LA « NATIONALISATION » DU CREDIT, ETC.

Dans le programme du Front Populaire, aussi bien que dans les écrits des marxistes, il est dit que le gouvernement populaire nationaliserait le crédit pour enlever aux puissances d'argent un des plus terribles leviers de commande. Il était question également de la nationalisation des assurances, etc. Depuis l'arrivée au pouvoir du Gouvernement Blum, on ne parle plus de cette « formidable » réforme.

Le statut de la Banque de France, s'il offre quelques sinécures avantageuses, ne change rien dans les rapports entre les différents éléments de la production capitaliste. Les « puissances d'argent » opèrent toujours par l'entremise des hommes de paille qui siègent soit à la direction de la Banque, soit à différents postes de commandement de la machine capitaliste. On pourrait difficilement faire admettre que M. Baumgartner, le gendre de Mercier, trahira les intérêts de la Banque de Paris et des Pays-Bas, ou que Jacques Rueff est devenu subitement défenseur du socialisme. Le coup de grâce n'est pas encore porté aux puissances d'argent et il ne le sera certainement pas par la voie parlementaire. La « nationalisation » du crédit et des industries-clés apparaît, même aux plus bêtes du corps électoral, comme un attrape-nigauds.

Les théoriciens marxistes de l'économie mixte n'éprouvent pas beaucoup de chagrin, car ils sont généralement assez cyniques pour ne pas croire à ce qu'ils racontent.

La prime que le Gouvernement accorde aux capitalistes qui cachent leur or est peut-être une des plus grandes escroqueries du siècle. Cette politique de ménagements, véritable trahison des intérêts ouvriers, n'a pas déarmé le capitalisme.

La lutte sournoise contre la classe ouvrière aboutit à la dévaluation du franc.

Comme on devait s'y attendre, la dévaluation était une des pièces principales du jeu du capitalisme. Faire faire la dévaluation par un gouvernement socialiste, c'est méconnaître les classes moyennes et la classe ouvrière, c'est semer le trouble dans les esprits, c'est préparer la base des troubles sociaux, c'est pousser les socialistes à la défense outrancière des privilèges capitalistes et les compromettre définitivement devant la classe ouvrière par l'organisation de la vie chère.

La dévaluation a non seulement englouti les maigres avantages gagnés par l'action directe en juin, mais elle a aussi provoqué une hausse des prix de près de 35 %, ce qui diminue le pouvoir d'achat des masses. Malgré le ballon d'oxygène, l'économie capitaliste se refuse à absorber le chômage. Les indices de la production montent, celui du chômage reste stationnaire. C'est que les perfectionnements de la technique permettent à la machine capitaliste de tourner à plein sans reprendre la main-d'œuvre éliminée.

## CONCLUSION

Il ressort de cette courte étude de l'expérience Blum que les marxistes français marchent sur les traces de leurs frères austro-allemands. Ils n'ont rien appris des catastrophes germaniques, sinon à mieux tromper la confiance de la classe ouvrière.

L'économie mixte apparaît, même aux plus fidèles disciples de Marx, comme une utopie irréalisable. Le gouvernement Blum craint que des velléités, même d'application, des fameux plans, soit de nature à provoquer des secousses sociales. Il se contente donc de suivre les sentiers battus du parti radical.

La politique du Gouvernement Blum sème le découragement dans les rangs de la classe ouvrière et menace de provoquer des divisions qui ne pourront être profitables, qu'au fascisme.

La classe ouvrière ne doit pas se laisser abattre par la politique bourgeoise des marxistes. Elle doit préparer elle-même son émancipation, l'heure du syndicalisme sonnera bientôt.

CHARLES ROBERT.

# Jeunesse Anarchiste Communiste

## La Jeunesse intellectuelle

En raison de l'embourgeoisement de plus en plus accentué des partis de gauche et d'extrême-gauche, en raison aussi de la propagande sans cesse plus active de la Jeunesse Anarchiste, nous voyons venir à nous pas mal d'éléments nouveaux. Parmi ceux-ci des étudiants et lycéens. Quel rôle ont-ils à jouer dans les organisations ouvrières ?

Nous répondrons : un rôle assez important. On s'est toujours méfié dans les milieux anarchistes des intellectuels de tout poil. Le premier reproche adressé était leur « girouettisme ». S'intéressant à tous les détails d'un mouvement, il arrivait qu'ils perdaient de vue l'ensemble de sa lutte. Aussi, dès que, pour une cause quelconque, l'idée semblait évoluer, c'était une émigration massive des purs. Si l'idée restait fixe, c'étaient eux qui évoluaient. Les Anarchistes ne les prenaient pas au sérieux et les choses en restaient là.

Un reproche à notre avis beaucoup plus grave et beaucoup plus juste leur était aussi décerné, c'est la supériorité qu'ils affectaient ou qu'ils croyaient avoir vis-à-vis des ouvriers. Cet état de choses avait deux causes. La première, c'était la supériorité effective que le monde bourgeois avait accordée aux intellectuels et dont il reste évidemment des traces même dans les milieux avancés. A ceci se joignait l'influence marxiste. Posant comme chose certaine l'incapacité politique du prolétariat et la nécessité par conséquent d'avoir des élites dirigeantes — tout comme n'importe quelle idéologie autoritaire — la question se posait de savoir qui devait former les élites dirigeantes ? La première réponse était : les intellectuels. Les ouvriers le crurent. La confirmation fut immédiate : en U.R.S.S., ils forment actuellement une classe privilégiée dont l'action est si néfaste pour le prolétariat.

Quant ceux-ci viennent à la Jeunesse Anarchiste, ils conservent encore des traces de cette éducation politique. Mais il n'y a pas de danger immédiat : la vie dans l'organisation suffit à redresser cet état de choses.

Les réactions des jeunes étudiants vis-à-vis des ouvriers sont diverses. Les uns veulent effacer complètement leur qualité d'intellectuels ; les autres sont plus favorables à former des groupes spéciaux. Nous croyons à ces deux conceptions et ceci nous amène à envisager le rôle des intellectuels dans le mouvement ouvrier. Les deux domaines les plus importants d'un mouvement sont la lutte et la propagande, la première se manifestant au moyen de la seconde. Au point de vue lutte, le rôle des intellectuels est médiocre. Il n'en est pas de même au point de vue propagande. Par quelque moyen que ce soit, le but est toujours le même : faire connaître l'idée. Il est donc plus facile à un intellectuel d'exprimer sa pensée qu'à un ouvrier. C'est un fait qui ne lui en confère pas plus de supériorité, mais enfin le résultat est là. Indépendamment des questions de doctrine, tout le monde sait quelle large part assumèrent des hommes comme Karl Marx, Reclus, Kropotkine, Jaurès, dans la diffusion des idées. Aussi le rôle des intellectuels doit être assez important dans le domaine de la propagande. Quels sont les motifs qui amènent les jeunes étudiants à la J.A.C. ? Il y en a un surtout : ils forment à l'heure actuelle une catégorie d'exploités tout comme les ouvriers. Les débouchés pour eux se ferment de plus en plus. Ceux qui ont cédé au mirage des professions libérales, croyant que la possession d'un diplôme suffit pour résoudre la question du chômage, ceux qui ayant commencé leurs études ne veulent pas en perdre les fruits, ceux-là sont désillusionnés chaque jour. De plus, se rendant compte que seuls les travailleurs sont capables de faire quelque chose de révolutionnaire, que les partis sont un trompe-l'œil, ils viennent à l'anarchie par curiosité et y restent par conviction. Etant révolutionnaires sincères, ils mettent leur confiance en les ouvriers et doivent jouer un rôle dans la lutte anarchiste.

Un étudiant anarchiste.

## École du propagandiste

Nous n'avons pas donné de réponse individuelle à tous les camarades qui nous ont fait parvenir leur adhésion.

Si certains d'entre eux n'étaient pas présents à l'assemblée préparatoire, nous les informons que leurs adhésions ont été enregistrées, et nous les invitons à se trouver tous au premier cours :

PROGRAMME ET TACTIQUE DE L'U.A.

Ce soir vendredi 22 Janvier

Café « d'Artagan »

52, boulevard Magenta, à 20 heures 30

Demandez le Cercle d'Etudes sociales.

Aux camarades de province qui en feront la demande, nous adresserons ceux des cours qui seront sténographiés, à mesure de leur parution.

## NOS RÉUNIONS

Commission administrative de la J. A. C. — Réunion de la C. A. provisoire les mercredis, à 20 h. 30, au « Libertaire ». Les adhésions sont reçues avant la séance.

II, III, IV. — Tous les jeudis, à 20 h. 30, 92, rue des Archives.

Samedi 2 février à 21 heures, réunion entre J. S. — J. S. R. — J. A. C. sur : « Les Jeunes et la défense nationale » au café, 92, rue des Archives (3<sup>e</sup>).

V et VI. — Tous les jeudis à 20 heures 30 avec l'U. A., 22, rue Broca.

VII et VIII. — Les camarades désirant former un groupe J.A.C. sont priés d'écrire à Ringes, au « Libertaire ».

IX. — Les Jeunes se réunissent avec le groupe de l'U. A.

X. — Mercredi 20, réunion, 9, rue de Bondy, à 20 h. 30.

XI et XII. — Tous les vendredis, 170, faubourg Saint-Antoine, à 8 h. 45.

XIV. — Tous les vendredis à 21 h., au 38, rue de Vanves.

XV. — Tous les mercredis, salle Jourdan, 69, rue de la Convention.

XVIII. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, au bar des P.T.T., 49, rue Duhesme.

XX. — Tous les mercredis, à 20 h. 30, 169, rue de Crimée.

XX. — Réunion du groupe J. A. C. avec le groupe adulte.

Boulogne-Billancourt XVI. — Tous les lundis à 21 h., chez Cuvillier, 50, avenue des Moulins, Boulogne-Billancourt.

Colombes. — Tous les vendredis au « Bar Columbia », 56, rue de Saint-Denis.

La Courneuve. — Tous les mardis salle de la Renaissance, 107, rue de Flandre, à 21 h. Livry-Gargan. — Tous les camarades disponibles se réunissent samedi à 8 h. 30, Café de la Mairie de Livry, pour aller à Villeparisis, place du Marché.

Nogent. — Tous les jeudis, à 21 h., chez Barreau, 90, Grande-Rue, à Nogent.

Pré-Saint-Gervais. — Réunion tous les jeudis, 49, rue de la Cristallerie.

Alger. — Pour la formation d'un groupe, écrivez à André Vaillant, chez Mme Connetta, 61, rue Rogo, Alger.

Angoulême. — Tous les mercredis soir, à 20 h. 45, salle Francisco Ferrer, Maison du Peuple.

Pour la formation de groupes dans la région, s'adresser à Pierre Maxelein, 365, rue de Périgueux, à Angoulême.

Marcelle. — Le groupe « Jeunesse Libertaire » se réunit le jeudi, à 18 h. 30, bar Chez-Vous.

Marseille. — Les Jeunes se réunissent tous les jeudis à 18 heures au bar Chez-Vous, cours Lyautey, coin rue Château-Redan, ceci pour les adhésions, et tous les dimanches matin à 8 h. bar Provence, pour prendre le matériel et travailler.

St-Henri-Val-de-Séon. — Pour tout ce qui concerne le groupe des Jeunes Anarchistes, s'adresser au camarade Coussinier fils, 85, rue Rabelais, St-Henri.

Tunis. — Un groupe est en formation ; écrivez à Ringes, au « Libertaire ».

Prière au camarade Muger de donner son adresse.

Etudiants libertaires. — Les élèves de Facultés et de Lycées, militants ou sympathisants sont priés de passer le samedi après-midi au « Lib. » pour causer et envisager le travail pratique.

Tous les camarades désireux de former un groupe J. A. C. dans les villes où il n'en existe pas sont priés de demander des renseignements à Ringes, au « Libertaire ».

La camarade Lucienne Lamy est priée de donner son adresse pour la réponse à sa lettre.

Rédamer les affiches « L'anarchisme... voilà l'ennemi » au prix de 0 fr. 35 pièce, 30 francs le cent.

Une nouvelle série de papillons comprenant huit textes différents est en vente au prix de 2 francs le 100.

Pour les règlements utiliser le compte chèque postal : Paris R. Caron 963-75.

## NOTRE LIBRAIRIE

Reservez au *Libertaire* vos commandes de brochures et de livres.

En vente

L'Education sexuelle, de Marestan... 15 »  
Evolution et Révolution, de E. Reclus 15 »  
La Douleur universelle, de S. Faure 15 »  
L'Anarchie, sa philosophie, son idéal, de Kropotkine 125 »  
Ce qu'est devenue la Révolution russe, d'Yvon 2 »  
Retour de l'U.R.S.S., d'André Gide 6 »  
De Lénine à Staline, par Victor Serge 10 »  
Au Café, par Errico Malatesta, 1 vol. relié 3 »  
Dieu et l'Etat, de M. Bakounine... 150 »  
Réformes, Révolution, de Jean Grave 15 »  
L'inévitable Révolution, Un prospect 15 »  
Le Socialisme en danger, Domela Nieuwenhuis 15 »  
La véritable révolution sociale... 12 »  
(Joindre 10 % pour les frais de poste.)

## NOS BROCHURES

Chaque brochure : 0 fr. 60

Les 12 propos subversifs de S. Faure :  
La fausse rédemption — La dictature de la bourgeoisie — La pourriture parlementaire — Leur Patrie — La morale officielle... et l'autre — La femme — L'enfant — Les familles nombreuses — Les métiers hasardeux — Les forces de la révolution — Le chambardement — La véritable rédemption. (Une brochure chaque.)  
Réponse aux paroles d'une croyante, S. Faure, Evolution et Révolution, de E. Reclus.  
Aux jeunes gens, de P. Kropotkine.  
Entre paysans, de Malatesta.  
La morale anarchiste, de P. Kropotkine.  
L'Anarchie, de E. Reclus.  
L'A.B.C. du libertaire, de Jules Lermina.  
Parmi nos pionniers (20 portraits, 26 pensées), par Abbin.  
Une opinion sur la dictature, par Sébastien Faure.  
Les endormeurs, de Michel Bakounine.  
La peste religieuse, de Jean Most.  
La loi et l'autorité, de Kropotkine.  
Communisme et Anarchie, de Kropotkine.  
A mon frère le paysan, d'Elisée Reclus.  
Jésus-Christ n'a jamais existé, par E. Bossi.  
La Cause biologique et la Prévention de la guerre, par Manuel Devaldes.  
Pourquoi nous sommes antimilitaristes, E.-D. Morat.  
La Rhétorique du Peuple, par Raoul Odin.  
L'Evangile de l'Heure, par Paul Berthelot.  
Le Droit à la Paix, par Paul Lafargue.  
Les Origines de la Vie, par F.-O. Ritz.  
De Brey à la Ruhr (Les Capitalismes en guerre), par Rhillon.  
Le Militarisme, par Domela Nieuwenhuis.  
L'Esprit de Révolte, par Pierre Kropotkine.  
Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkoff.  
Les Incendiaires, par Eugène Vermesch.  
L'Anarchie et l'Eglise, par Elisée Reclus.  
L'idée révolutionnaire dans la Révolution, par Pierre Kropotkine.  
Diogene, précurseur anarchiste, par Louis Combès.  
A bas les Chefs ! par J. Dejacques.  
Parasitisme social, Les Morts glorieux, par Lux.  
Les trois complices, par René Chagny.  
L'instinct de conservation, Vive



## VOIX DE PROVINCE

Nous rappelons à nos correspondants de cette rubrique que les communications doivent porter sur tout sur des faits locaux, à l'exclusion des développements politiques et doctrinaux qui ont leur place dans les autres pages du journal. Ceci dit pour la raison principale que l'écriture de nos communiqués nous contraints à nous servir tous un peu pour faire de la place à tout le monde.

## CHATEAU-THIERRY

## La Conférence Sébastien-Faure

Notre vaillant camarade Sébastien-Faure a fait samedi 16 janvier, salle des Conférences, une réunion sur « La naissance et la mort des Dieux » qui a réuni environ 300 auditeurs, assez joli chiffre pour une population de quelques milliers d'habitants.

Avec son talent et sa maîtrise habituels, Sébastien-Faure développa son sujet devant un auditoire attentif et sympathique qui ne lui ménagea pas ses applaudissements.

Malgré la contradiction sollicitée personne ne se présenta et la réunion se termina de bonne heure, après que notre ami eut promis de revenir bientôt.

Nul doute que la prochaine conférence ne réunisse encore un public plus nombreux.

En somme, bonne soirée pour la propagande.

Louis Radix.

## FEDERATION DU SUD-EST

Samedi 23, le groupe de Lyon organise une conférence, café de la Terrasse, 206, rue Paul-Bert. Notre camarade Fourcade traitera le sujet suivant : « Les anarchistes et l'Espagne ». Nous faisons un pressant appel à tous les sympathisants du quartier de la Villette.

## LYON-VAISE

Vendredi dernier le groupe de Vaise avait organisé une conférence de notre camarade Fourcade sur « L'Anarchisme », salle Riviera, quai de l'Industrie. Un grand meeting avait lieu à la Bourse du Travail ce jour-là, la réunion n'eut pas le succès attendu. Néanmoins les camarades présents applaudirent son exposé et une collecte faite au profit de la bibliothèque du groupe rapporta 24 francs.

Dans le quartier de Vaise l'influence de l'U.A. grandit rapidement.

Les sympathisants qui désirent adhérer à notre groupe sont informés que les réunions ont lieu tous les jeudis au café Berne, 41, rue de Saint-Cyr. Le « Libertaire » est en vente au kiosque du Pont-Mouton; au Tabac Bailly, 34, rue de Bourgogne; à la Papeterie, 12, Grand-Rue de Vaise et chez Plathier, 34, quai Joly.

## FEDERATION ANARCHISTE DES BOUCHES-DU-RHON

Dimanche 24 courant, assemblée générale de tous les délégués des groupes. Bar du Petit Poucet, importantes décisions à prendre. — Le secrétaire : A. PASCAL.

## MARSEILLE-SAINT-ANTOINE

« L'Action directe »

Nous sommes heureux de signaler l'apparition d'un petit organe local de diffusion de nos idées édité par nos camarades du groupe libertaire de Marseille-Saint-Antoine. Son titre est l'Action directe.

Quelques courts articles résument parfaitement nos théories et nos méthodes d'action et de propagande. Se présente ainsi d'une façon claire et simple un excellent instrument de propagande anarchiste.

En félicitant nos camarades de leur heureuse initiative, souhaitons que celle-ci soit bientôt imitée un peu partout et que l'action directe ait rapidement des émules.

Après la mascarade du 9

Le Front populaire, la C. G. T. réformiste-bolchévisante se trouvent actuellement dans une situation aussi embarrassante que ridicule.

Ces deux organismes prétendent, d'une part : conserver aux bourgeois la propriété individuelle du capital et de la terre.

D'autre part, assurer généreusement la bien-être du travailleur et son droit à la jouissance intégrale des fruits de son labeur.

Pauvre travailleur, comme tous ces mauvais bergers le trompent.

Samedi 9 courant, ils l'ont fait processionner de la nouvelle bourse à la Préfecture derrière le cercueil des 48 heures d'entourment quelques types habillés en chéniliers.

Ils l'ont fait chanter la « Marseillaise » sur la Canche.

Ils l'ont fait dire merci au préfet, lorsque c'est toi qui en juin; par ton action directe a conquis les 40 heures.

Et à la tête de cette mascarade indigne de l'honneur ouvrier, il y avait Nédélec l'homme qui ne connaît pas la C.N.T., qui au cours de son voyage en Espagne, n'a absolument rien vu de la C. G. T. (des bons bougres de Saint-Antoine se rappellent cette affirmation).

A. R.

## PAU

Pour la Constitution d'une Fédération Anarchiste Pyrénéenne

Les camarades et sympathisants de Pau, Tarbes, Bayonne, Biarritz, Orthez, Oloron, Dax, etc., sont invités à se mettre en relation avec Artigolle, 5, rue Roch-Pau (B. P.) en vue d'organiser une Fédération Anarchiste des Pyrénées, pour coordonner son effort de propagande anarchiste, meeting et assistance à nos camarades espagnols.

## TOULOUSE

Pour les Orphelins d'Espagne

Le groupe Orsbon Fernandez organise pour l'Espagne, le samedi 30 janvier, une grande soirée dansante au profit des petits orphelins victimes du fascisme avec un orchestre-jazz composé des meilleurs musiciens de Toulouse. En plus, nous nous assurons la présence de trois vedettes danses de théâtres de Barcelone et de Madrid : le concours de Mlle Jechney, du grand théâtre de Lyon, est assuré. Nous envisageons de lancer prochainement une affiche faisant appel à la solidarité du peuple toulousain et ensuite de créer un centre de ravitaillement.

## TRELAZE

Fédération Anarchiste de l'Ouest

La Fédération anarchiste de l'Ouest est en marche. Bientôt elle fonctionnera. Aussi, nous lançons un appel pressant aux camarades trelazais pour former un groupe anarchiste dans notre petit pays, groupe, qui, uni à ceux d'Angers et de Saumur, permettra de travailler efficacement dans la région.

Camarades, venez nombreux le dimanche 31 janvier 1937, salle de la Coopérative, à Trelaze, assister à cette première réunion de formation.

Gaston Mahiet.

## GROUPE DE CLICHY

GRAND MEETING, POUR LES NORD-AFRICAINS, ORGANISE PAR LE GROUPE ANARCHISTE

à la salle municipale de Clichy (3<sup>e</sup> étage) 115, rue Henri-Barbuse

LE MARDI 26 JANVIER, à 20 h. 30

Orateurs : Saïl Mohamed, Frémont et un camarade de la C. G. T. S. R.

REALISATIONS DE LA C. N. T.

## PARIS-BANLIEUE

PARIS IX<sup>e</sup>

## Les Révolutionnaires au pied du mur

Comme suite à des propositions d'action commune aux organisations antifascistes du 9<sup>e</sup> et dont le front anarchiste du 9<sup>e</sup> est le premier initiateur, nous portons devant les ouvriers les faits suivants :

Le parti communiste, le parti socialiste, les J.E.U.N.E.S., les J.S.R., la L.I.C.A. et les organisations du 9<sup>e</sup> antifascistes ont été prévenus en temps et en heure pour l'organisation du Front Révolutionnaire, il en est qui ont agi selon les conceptions de la lutte intransigeante de classes, ceux-là nous anarchistes nous jurons de les défendre. Quant aux camarades qui, pour des raisons politiques n'ont pas encore daigné vouloir nous connaître, nous les clouons au pilori, les ouvriers du 9<sup>e</sup> jugeront où sont les défenseurs de la classe exploitée.

Nous nous adressons aux ouvriers socialistes et communistes et aux égarés qui vont chez de la Rocque et Doriot et nous leur disons : camarades, c'est chez nous que sont les principes, l'action et l'organisation de la fraternité humaine, venez à nous.

Déjà les camarades des J.E.U.N.E.S. ont accepté nos propositions.

Ajoutons que les autres organisations prévenues n'ont pas répondu à la convocation, nous aurons sous peu l'occasion de montrer aux ouvriers comment il est possible de démasquer les dégonflés, même lorsqu'ils sont parés des titres révolutionnaires les plus rouges. Au pied du mur nous verrons les maçons.

Aux ouvriers de toutes tendances de conclure et de venir renforcer notre groupe qui devient de plus en plus fort.

Pour le groupe de l'U.A. 9<sup>e</sup> F. Beutes.

GROUPE DU XVII<sup>e</sup> SAINT-OUEN

JEUDI 23 JANVIER, A 20 H. 30

au restaurant, 400, rue Gardinet (salle du fond)

Ce que j'ai vu à Barcelone et sur le front de Saragosse

par Saïl Mohamed

participation aux frais : 1 fr. Chômeurs 0 50

## AULNAY-SOUS-BOIS

Tandis que sur le front, les miliciens se battent contre les hordes du fascisme international aux champs édifiant un monde nouveau. De l'effort magnifique de nos frères d'Espagne se dégagent des enseignements que doivent retenir les travailleurs de tous les pays.

Sébastien Faure mettra en valeur quelques-uns de ces enseignements à la conférence publique et contradictoire qui aura lieu le samedi 30 janvier à 20 h. 30.

Pour le Groupe Anarchiste d'Aulnay-sous-Bois. — Saïl Mohamed.

## GROUPE ANARCHISTE D'AULNAY-SOUS-BOIS

Samedi 30 janvier, à 20 h. 30,

salle Traveller, avenue Jeanne-d'Arc

## GRANDE CONFERENCE PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

par Sébastien Faure

SUR LA REVOLUTION EN ESPAGNE ET LES ENSEIGNEMENTS QU'ELLE COMPORTE

## GENTILLY

« Le Libertaire » au conseil municipal

L'article passé sur le scandale du 38 de la rue du Paroy a eu les honneurs de la discussion au dernier conseil municipal. M. le maire a été obligé de reconnaître que ce qui avait été cité était l'expression de la vérité. Il a ensuite ajouté que les chômeurs n'étaient pas intéressants, qu'ils avaient une queue de vache dans la main et que les pas-contents devaient savoir qu'il chausait du 45... pour les servir.

Voilà bien des arguments révolutionnaires : heureusement nous sommes quelques-uns qui avons compris qu'avant les élections nous étions intéressants mais après, nous sommes des faibles. Nous nous rendons clairement compte maintenant que tous les charlatans, une fois en place, se foutent pas mal de notre misère et que notre émancipation ne peut être que notre œuvre propre. « Le Libertaire » nous défend, camarades, libérez le « Libertaire ». — Un groupe de chômeurs pas contents !

## MONTREUIL

Les copains lecteurs du Libertaire répondant à notre appel se sont réunis le 14 janvier pour donner au groupe de Montreuil la force nécessaire d'affronter avec succès toutes les batailles qui se préparent.

Après le camarade Coudry qui a monté le développement de la jeunesse anarchiste, et les tâches urgentes des jeunes contre la guerre et contre le militarisme en luttant avec énergie contre les deux ans; notre camarade Frémont dans un exposé clair, précis a démontré la supériorité des méthodes anarchistes qui ont permis aux travailleurs catalans de vaincre le fascisme, sur les méthodes marxistes qui ont livré dans l'ordre et la discipline les travailleurs allemands au fascisme hitlérien, et notre camarade a conclu en démontrant la nécessité d'une organisation anarchiste ayant de puissantes attaches dans le mouvement ouvrier pour insulter aux travailleurs les saines méthodes d'action directe qui leur donneront confiance en eux-mêmes, et élimineront l'esprit moutonnier qu'engendre la théorie des élites.

Bonne soirée pour le regroupement de nos forces à Montreuil. Voir à la Vie de l'U. A. la prochaine réunion du groupe.

## NOISY-LE-SEC

Une assemblée générale des anarchistes

La crise, le chômage, que le gouvernement de Front Populaire n'a pu enrayer, les menaces de guerre, le fascisme et enfin la révolution espagnole sont autant de facteurs qui doivent nous inciter à développer sans cesse notre propagande.

A Noisy-le-Sec nous envisageons la tenue d'une assemblée générale des anarchistes et sympathisants de la région pour une date que nous donnerons dans le prochain numéro du Libertaire.

Que des maintenant tous les camarades se considèrent comme mobilisés pour les tâches à venir. Des camarades de l'Union Anarchiste viendront nous exposer les tâches de propagande pour 1937.

Paul Fournier.

## PUTEAUX

Ceux qui s'en vont

Le groupe libertaire de Puteaux a le regret d'annoncer le décès d'un de nos bons camarades militants Joseph Marhadé, bien connu dans les milieux anarchistes. Notre camarade est décédé à l'hôpital à la suite d'une longue maladie de foie, à l'âge de 52 ans.

## FEDERATION PARISIENNE

## Réunion du Secteur Sud-Est

Lundi 1<sup>er</sup> février, à 20 h. 30, salle « Au Coq », 14, avenue d'Italie. Ordre du jour : Nomination du bureau, propagande dans la région.

Les adhérents des groupes et individualités habitant les localités suivantes doivent être présents : 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup> arrondissements, Charenton, Champigny-sur-Marne, Nogent, Ivry-sur-Seine, Vitry-sur-Seine, Gentilly, Villejuif, Choisy-le-Roi, Thiais, Kremlin-Bicêtre, Villeneuve-le-Roi.

## Notre tournée de propagande avec films

## LA GRAND-COMBE (Bassin d'Alsé)

Excellente réunion tenue devant 600 auditeurs — ouvriers mineurs pour la plupart — le camarade Prade présidait.

La foi révolutionnaire n'est pas éteinte parmi ces camarades travailleurs et la salle réagit favorablement pendant les exposés des conférenciers.

Esprons que la propagande libertaire ne s'arrêtera pas là et que le centre minier d'Alsé sera bientôt un foyer d'agitation sociale important.

A noter la présence de nombreux travailleurs étrangers solidaires du mouvement ouvrier espagnol.

## MARSEILLE (Chartreux)

Peu de monde à cette réunion, une centaine d'auditeurs.

Néanmoins, attention soutenue durant les exposés de nos camarades Ridel et Huard et pendant la projection.

## MARSEILLE (LA PLAINE)

Notre dernière réunion à Marseille a constitué un succès réel.

Environ 800 auditeurs remplissaient la grande salle du Ciné Olympia. Les clairs exposés de nos camarades Ridel et Huard reçurent l'approbation de tous les auditeurs et la collecte s'en ressentit.

Mention spéciale au journal « Marseille-Matin » organe fasciste qui dénonça notre conférence au cours d'un article en première page.

Les chiens aboient, preuve que notre propagande porte.

## MARSEILLE (Quartier Saint-Louis)

Salle comble dans un ciné de quartier ce qui inaugure bien la série de réunions qui auront lieu à Marseille. Les auditeurs — plus de 400 — suivirent avec intérêt les exposés de nos camarades Ridel et Huard et soulignèrent par de vifs applaudissements les appels à l'action révolutionnaire ainsi que les principaux passages du film sur la colonne Durruti.

## MARSEILLE (Saint-Antoine)

400 auditeurs assistaient à la réunion. L'enthousiasme se maintint durant toute la conférence et à maintes reprises les applaudissements éclatèrent.

Excellente soirée de propagande qui, nous en sommes sûrs, laissera des traces.

## UNION ANARCHISTE FEDERATION PARISIENNE

## TOURNEE CHARLES D'AVRAY

Samedi 23 janvier, à 20 h. 30

salle Lecoq, 86, rue du Gros-Noyer, à Ermont

Dimanche 31 janvier, à 14 h. 30

salle Berthelot, 2, rue de la Mairie, à Gentilly

## C. G. T. S. R.

Fédération Nationale des Travailleurs du Bâtiment et des Travaux Publics Aux travailleurs anarchistes adhérents à la C. G. T.

Nous sommes persuadés qu'il ne viendra à l'esprit d'aucun compagnon qu'un syndicat de la C.G.T.S.R. puisse être considéré comme un jaune, c'est la raison pour laquelle nous soumettons à l'appréciation des militants les procédures mimes et fascistes employées contre des camarades appartenant à nos syndicats fédérés.

A Alger des ouvriers fumistes industriels obligés au camarade à changer de carte sous menace de lui faire résilier son contrat de déplacement.

A Marseille où le S.U.B. est nouvellement constitué par des gars anarchistes-syndicalistes et qui prend un grand développement, on chasse des chantiers avec la complicité des chefs et des politiciens du front populaire, nos meilleurs militants qui furent à la pointe du combat contre le fascisme et pour le syndicalisme.

Voilà des faits brutaux.

Une conclusion s'impose : L'U. A. a reconnu dans ses congrès la faculté aux anarchistes de choisir l'organisation économique de lutte de classes qui leur convient, c'est-à-dire la C.G.T. ou la C.G.T.S.R.

Il nous semble qu'en conséquence, de ces décisions, les anarchistes qui prêtent la C. G. T. S. R. et son programme d'action anarcho-syndicaliste ne peuvent en aucun cas être chassés des chantiers, alors qu'on tolère le développement des syndicats chrétiens, professionnels et jaunes.

Pour mémoire nous rappelons que tous les syndicats du Bâtiment et des Travaux Publics de la C. G. T. S. R. sont adhérents à notre Fédération, qu'elle, par le canal de la C.G.T. S.R. est adhérente à l'A.I.T. internationale à laquelle adhère la C.N.T. d'Espagne.

La vieille Fédération tient à rappeler tous ces faits dans les colonnes du Libertaire, parce qu'elle considère que malgré les points de vue différents sur l'Unité Syndicale, il y a malgré tout une solidarité qui s'impose entre tous les anarchistes.

La Fédération, ses syndicats, ses militants sont décidés à défendre ses membres, nous aimerions mieux porter tous nos coups sur le capitalisme, et ce ne sera nullement de notre faute si il y a des représailles chez les auteurs de ces procédés fascistes.

C'est à croire que les événements d'Espagne restent incompris pour les soi-disant syndicalistes de la C.G.T. Marseillaise qui nous disent : Aux ouvriers anarchistes de tirer les leçons de ces faits.

Pour le bureau fédéral. L'un des secrétaires : J.-S. Boudoux.

## CARTES POSTALES DE PROPAGANDE

De nombreuses commandes nous ont été passées des cartes postales de propagande représentant nos chers camarades tombés face à l'ennemi fasciste, Ascaso et Durruti.

Ces cartes sont en vente au « Libertaire », 9, rue de Bondy, aux prix de : 0 fr. 50 la pièce, 22 fr. 50 les cinquante,

## LA VIE DE L'U.A.

## NOTE DU TRESORIER DE L'U. A.

Les groupes sont invités à régler les cotisations mensuelles ainsi que les cartes 1936 le plus rapidement possible.

## AVIS IMPORTANT

Les trésoriers de groupes doivent prendre bonne note que les cartes 1937 sont à leur disposition.

VU L'ABONDANCE DES COMMUNIQUEES DE GROUPES, NOUS DEMANDONS A NOS CAMARADES SECRETAIRES DE LES REDIGER DE LA FACON LA PLUS LACONIQUE.

Commission administrative. — Réunion lundi 25 janvier à 21 h. au local du Libertaire.

III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Art. — Tous les jeudis, à 20 h. 30, 92, rue des Archives.

V<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup>. — Réunion tous les jeudis à 20 h. 30 rue Broca.

IX<sup>e</sup> Art. — Le 1<sup>er</sup> février notre camarade Aurèle Patroni traitera le sujet suivant : « La guerre imminente ». L'adresse de la salle sera donnée dans le prochain « Libertaire ».

XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup>. — Réunion tous les mercredis à 20 h. 30, 170, rue du Faubourg-Saint-Antoine.

XIII<sup>e</sup>. — Les camarades disponibles sont priés de passer 6, rue Gérard, le vendredi, samedi et dimanche matin pour la vente du Libertaire.

Pour tous renseignements et adhésions s'adresser à la permanence le mardi à 20 h. 30, 6, rue Gérard.

XIV<sup>e</sup> Art. — Tous les vendredis à 21 h., 36, rue de Vanves.

XV<sup>e</sup> Art. — Tous les vendredis à 20 h. 30, Salle Jourdain, 69, rue de la Convention.

XVI<sup>e</sup>. Billancourt. — Tous les lundis, réunion à 21 h., chez Cuvelier, 50, avenue des Moulins, à Billancourt.

XVIII. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, au Bar des P.T.T., 49, rue Duhesme. Les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> vendredis, réunions ouvertes aux sympathisants.

XIX<sup>e</sup> Art. — Tous les jeudis à 20 h. 30 Salle du Café, 169, rue de Crimée.

Groupe inter-régional de la Banlieue-Ouest. — Ce soir vendredi 22 janvier à 20 h. 30, réunion du Groupe, 7, avenue Marceau à Courbevoie. Dispositions à prendre en vue de notre propagande régionale et du premier meeting sous l'égide de notre groupe à Gennevilliers.

Groupe intercommunal Banlieue Sud. — Lundi 23 janvier à 20 h. 30, chez Cayez, 51, rue Friess à Gentilly. Présence urgente de tous.

Antony. — Vendredi 22 janvier, à 20 h. 30, Salle Camille, Pont d'Antony.

Argenteuil. — Samedi 23 janvier, à 20 h. 30, Salle de la Maison du Peuple.

Bagnols. — Tous les lundis soir, à 20 h. 30, avenue Aristide-Briand, café Véron.

Bagnols. — Attention le groupe vient de changer d'adresse. Tous les vendredis à 8 h. 30, Maison Weber, 43, rue Hoche.

Blanc-Mesnil. — Les camarades sont priés qu'ils trouveront le « Libertaire » toutes les semaines chez le dépositaire de journaux, avenue de Drancy.

Champigny. — Le groupe se réunit tous les derniers samedis de chaque mois chez Mme Vve François, place du Marché à 20 h. 30.

Charenton. — Mardi 26 chez le Calvez, 37, quai des Carrières. Informations d'Espagne.

Clichy. — Le « Libertaire » est en vente au Café Goubert, 41, avenue du Bois-de-Boulogne.

Clichy-Asnières. — Lundi 25 janvier, à 20 h. 30, 102, quai de Clichy.

Colombes. — Tous les vendredis au « Bar Colombia », 56, rue Saint-Denis.

Courbevoie. — La Garene. — Vendredi 22 janvier à 20 h. 20 avenue Marceau 7, à Courbevoie.

Drancy. — Réunion tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> samedis du mois salle Passéon, 50, avenue Marceau.

Ermont. — Tous les lundis soir à 21 heures, 123, rue de la Gare (au fond de la cour à droite).

Gennevilliers. — Vendredi 22 janvier, à 20 heures 30, 90, rue Saint-Denis.

Ivry. — Tous les jeudis, à 20 h. 30, place Bac, Salle Barré.

Livry-Gargan. — Tous les camarades disponibles rassemblés samedi à 8 h. 30, café de la Mairie de Livry. Pour aller à Villeparisis place du Marché.

Malakoff. Vanves, Châtillon. — Tous les mercredis, à 20 h. 30, salle de la Coopé, 43, rue Victor-Hugo, à Malakoff.

Montreuil. — Jeudi 23 janvier à 20 h. 30, 11, rue de l'Église. Ordre du jour : Carte d'adhésion, organisation du groupe, la propagande.

Nogent-sur-Marne. — Tous les jeudis, à 21 h., chez Barreau, 90, Grande-Rue, à Nogent.

Noisy-le-Sec. — Le groupe se réunit tous les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> vendredis de chaque mois, au café du Siècle, maison Pige, face à la mairie.

Pavillons-sous-Bois. — Vendredi 22 janvier au café Barbier à la Basoche. Présence indispensable pour la formation du groupe.

Peugeot-La Garene. — Réunion mardi 26 janvier à 17 h. 15 précises, Café Artax, 85, rue des Fauvelles, à Courbevoie. Pour tous renseignements s'adresser à Lagier, 70, rue Danton, Courbevoie.

Puteaux-Neuilly. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, Salle



**Au congrès de l'Union des syndicats de la Seine, les syndicalistes défendront l'indépendance du mouvement ouvrier menacée par l'empire bolchevique.**

**Avant le Congrès de l'Union des Syndicats**

Ainsi donc les rapports qui permettent de juger de l'activité passée et future de l'Union, ces rapports sont enfin distribués. Les bureaux de la direction assurent même avoir pris toutes les mesures pour que les syndicats soient en possession de ce rapport un mois avant la tenue du congrès. La réalité est toute autre. quinze jours nous séparent de la date de ces grandes assises ouvrières. Rares sont les militants qui soient en possession des documents d'information; quant aux syndicats du rang visiblement, le fait de ne pas les renseigner devient une règle acquise. Il aurait été si facile de consacrer une page du « Peuple » à reproduire tout au moins l'essentiel du compte-rendu.

Cela n'a pas été fait. Il ne faut pas que le syndiqué lui-même, sans passer par l'intermédiaire du secrétaire, puisse se rendre compte de la situation. Pourtant le « Libertaire » fera ce qu'il pourra pour extraire les idées essentielles à relever dans les discussions au cours des assemblées générales, voire au congrès même.

A noter tout d'abord qu'après s'être donné pas mal de louanges les bureaucrates sont forcés de reconnaître qu'en juin ils furent débordés et emportés par la vague du prolétariat en mouvement. Voici en quels termes ils s'expriment :

« Reconnaissions cependant que surpris par l'ampleur et la rapidité du mouvement, le travail n'a pu s'organiser avec suffisamment de méthode ».

« La situation n'a pas permis l'organisation la plus rationnelle et la plus collective du travail de la direction ».

« L'empirisme fut la règle ».

C'est bien la peine de se présenter en temps ordinaire comme l'élite dirigeante, faisant sonner bien haut ses mérites de « responsable » pour se laisser balayer comme des fétus de paille subissant les remous de la lutte ouvrière pendant les moments graves.

Mais maintenant les bureaucrates se sont ressaisis; ils sentent que la masse n'est plus aussi passionnée qu'en juin; ils se permettent maintenant en fait de lutte contre la guerre de recommander sous l'égide de la S. D. N. la politique « d'encerclement » (ils se servent de ce terme) de l'Allemagne; l'ensemble de ces explications ne laisse subsister aucun doute. Ainsi l'unité syndicale à peine opérée servira avant tout à reprendre la politique des Poincaré et des Delcassé.

Rien d'étonnant que pour arriver à ce but les dirigeants de l'Union n'hésitent pas à redorer le blason de la S. D. N. comme « l'unité de brigades » comme l'appellait Léonide. Voici le texte précis où ce point de vue s'affirme.

« L'Union des Syndicats Ouvriers de la Région Parisienne se prononce une fois de plus en faveur de la sécurité collective sous l'égide de la S. D. N. pour le respect du droit international, pour le désarmement qui permettra le rapprochement à l'échelle de tous les peuples, le bloc et la chaîne efficaces de tous les pays contre les agresseurs éventuels ».

Ainsi les ouvriers parisiens venus en juin à l'Union croyant sincèrement qu'ils allaient avec elle faire de la lutte antiguerrillière, les voilà embarqués et entraînés dans le fameux jeu diplomatique des alliances qui se termine toujours de la même façon sanglante.

Une farce analogue se répète à l'occasion de l'arbitrage. La direction de l'Union fixe comme un de ses buts que « soient résolus les conflits et mis fin à une agitation de grève et d'occupation qui ne saurait se prolonger sans danger ».

Les bureaucrates font, plantent un peu devant la masse, une petite concession. Tout en étant pour l'arbitrage et pour l'arbitrage obligatoire, ils essaient de chicaner sur la personnalité des arbitres. Ainsi ils ne veulent pas de magistrats compétents; en effet, l'arbitrage de la grève de l'alimentation est encore présent à la mémoire de tous; mais les dirigeants veulent bien de la sentence d'un haut intellectuel militaire ou de celle de quelque « éminent » professeur. Comme si dans la carrière militaire ou dans celle des hautes écoles il ne fallait pas à quelques rarissimes exceptions près donner des gages de servilité envers la bourgeoisie pour arriver.

Les anarchistes parleront contre ces rapports dans les assemblées générales; ils préconiseront de les repousser lors des votes. Cela permettra à un tout petit nombre de s'affirmer, de préciser sa position pour pouvoir au jour inévitable ou le prolétariat brisera ceux qui l'illusionnent, ne plus répéter les erreurs néfastes de la collaboration avec les bourgeois, petits, grands ou moines.

Voter contre ces rapports, c'est voter contre l'arbitrage obligatoire, contre la préparation morale de la guerre et c'est préparer la reprise du mouvement ascensionnel du prolétariat.

N. LENOIR.

## Chez les terrassiers

Samedi 16 janvier se tenait au Vel'd'hiv, une assemblée générale extraordinaire des terrassiers sur certaines élections syndicales contestées.

Ce meeting donna au secrétaire de la Fédération Arrachard, « terrassier en paroles », l'occasion de replacer les clichés qui servent dans les grandes occasions à calmer la colère ouvrière. Il faut s'écarter comme de la peste d'une action qui, par son manque de diplomatie risquerait de compromettre les plans à longue portée du gouvernement de Front populaire, à qui nous devons les vacances payées, les augmentations de salaires, etc. Pas un mot de la combativité ouvrière, du mécontentement grandissant des masses devant l'augmentation de la vie qui rend nécessaire une action (qu'on ne parle pas d'envisager bien entendu) pour de nouveaux rajustements de salaires.

On nous demande de patienter, de faire confiance à nos responsables qui ne veulent pas prendre de responsabilités, de leur permettre toutes les sales besognes en leur accordant la possibilité de cumuler les mandats politiques et syndicaux.

On demande aux terrassiers de sacrifier leur combativité et leur organisation syndicale à des combines dont ils n'ont jamais tiré que des déboires. A la minorité révolutionnaire de répondre en exposant aux camarades de la base la situation telle qu'elle est et la nécessité de la lutte.

Un groupe de terrassiers.

# Le libertaire syndicaliste

## Aux militants, la parole

Il n'est sans doute pas inutile d'insister sur l'importance du congrès de l'Union des Syndicats de la région parisienne, qui doit se tenir bientôt.

Par sa situation géographique, par l'importance de ses effectifs, conséquence de l'énorme concentration industrielle, le mouvement syndical de la région parisienne constitue la place forte de la lutte revendicative dont il est l'élément moteur; on l'a vu dans les grèves de juin. De ce fait les décisions qui seront prises concernant l'orientation et les méthodes de lutte ne manqueront pas d'avoir une sérieuse répercussion sur l'ensemble du mouvement ouvrier de ce pays.

Il convient donc que nos camarades se préparent à intervenir utilement dans les assemblées syndicales pour mandater leurs délégués conformément aux intérêts ouvriers.

Ces derniers seront, en effet, appelés à approuver ou à dénoncer la politique d'abdication et de capitulation poursuivie, au nom de la paix sociale et de l'union sacrée, par les dirigeants responsables.

Ils auront à approuver ou à dénoncer les méfaits de l'arbitrage obligatoire institué en accord avec le gouvernement et le patronat pour freiner les mouvements de grève et d'occupation qui en se prolongeant compromettent « l'union de la nation française ».

Ils auront à examiner les résultats obtenus par cette tactique dans tous les conflits où elle fut appliquée; résultat qui se caractérise par autant d'échecs retentissants auxquels les travailleurs sont obligés de remédier, s'ils veulent obtenir satisfaction, par le recours à la grève et à l'occupation qu'on voulait leur faire abandonner.

Leur conclusion ne pourra donc être que le rejet pur et simple de l'arbitrage, comme moyen

de trancher les différends entre patrons et ouvriers, par des magistrats ou autres politiciens absolument ignorants des multiples éléments en présence et qui se place d'ailleurs sur un tout autre terrain que celui de l'intérêt ouvrier. C'est sans doute pourquoi leurs décisions sont sans appel. Quoi qu'il en soit, les délégués auront, en outre, à faire ressortir combien serait plus dangereuse encore l'application de cette méthode sous un gouvernement réactionnaire, qui saurait l'utiliser pour anéantir dans l'œuf toute velléité revendicative.

Ils rappelleront opportunément que la revendication de rajustement des salaires serait illusoire sans l'application de l'échelle mobile basée sur des indices contrôlés par les organisations ouvrières.

Ils auront également à s'élever contre les complications de l'appareil syndical concernant les dérogations vraiment abusives accordées, dans l'application des 40 heures, à certaines industries de guerre sous prétexte de défense nationale. Les syndicalistes qui n'acceptent aucune tutelle politique ou gouvernementale, doivent exiger que les chômeurs cessent d'être ainsi sacrifiés. Ils doivent obtenir que l'application intégrale des 40 heures ait pour contrepartie la réorption du chômage par des mesures efficaces et non plus se contenter de vagues promesses.

Enfin, pour enrayer les manœuvres patronales et pour que soit envisagée l'extension des délégués d'atelier jusqu'au contrôle sur l'embauchage et le débauchage. Doit être également préconisée la réduction du temps de présence à l'entreprise pour poser les candidatures de délégués d'atelier, car cette disposition écarte de ces fonctions les camarades actifs, souvent les meilleurs militants, victimes de la

répression patronale. Ce ne sont pas là des questions de détail, mais au contraire des questions très importantes négligées par les directions syndicales qui trouvent que l'éviction des éléments combattifs facilite leur politique actuelle de concessions au patronat.

Cette politique d'« épuration » se poursuit d'ailleurs jusqu'au sein des organisations syndicales et des sections d'entreprises pour éliminer les gènes suspects de vouloir persister dans les méthodes d'action directe. En entrant dans le giron cégétiste les hommes de Moscou n'ont pas abdiqué leur prétention de domestiquer le mouvement syndical, bien au contraire, se faisant ils ambitionnaient d'étendre leur domination sur un champ plus large.

Cette pénétration se distingue d'ailleurs à chaque phrase du rapport d'activité où l'on retrouve les formules du vocabulaire bolchevik stalinien et où l'on peut lire, dans le passage où l'on fait l'apologie de la dictature stalinienne, qu'« en U.R.S.S. son avant-garde (du fascisme) est démasquée et liquidée » (allusion au récent procès de Moscou).

Il est d'ailleurs incontestable que, à quelques nuances près, réformistes et contre-révolutionnaires communistes sont d'accord pour faire de la maison syndicale une église où le credo confédéral sera la loi commune.

Souhaitons donc que des rappels énergiques et nécessaires des saines traditions du syndicalisme viennent troubler le concert de louanges ne manquant pas, à cette occasion, de se décerner les bonzes en exercice, pour se maintenir aux leviers de commande.

Peut-être ce pourrait-être là le point de départ du redressement qui s'impose si l'on veut sérieusement consolider et étendre les conquêtes de juin.

N. FAUCIER.

## Dans les boîtes et sur les chantiers

### CHEZ LES BOUCHERS

VIVE L'ACTION DIRECTE DES EXPLOITÉS, CONTRE LEURS EXPLOITEURS !!

C'est le 21 janvier si l'on en croyait les paroles de Charlot au dernier meeting de la salle Ferrer (fin décembre, que nous aurions notre contrat collectif avec les 40 heures, des augmentations de salaires de 20 %, et la suppression de la nourriture. A ce moment dans la mesure de nos possibilités, et notamment dans le « Libertaire », et le « Combat Syndicaliste », nous avions préconisé et démontré que les jours de fêtes (Noël et Jour de l'An) étaient favorables à un mouvement de grève. Mais les réformistes de la Fédération de l'alimentation, et de la Chambre syndicale ouvrière de la boucherie, et plus particulièrement Charlot, dans le but d'éviter la grève, ont trompé les ouvriers par des promesses, qui ne seront pas tenues. Nous sommes maintenant le 19 à deux jours de la dénonciation du contrat et nous doutons de l'application de la nouvelle convention collective, pour le 22 courant. Les ouvriers ont été roulés par les dirigeants réformistes de la C. G. T. qui freinent l'action ouvrière pour ne pas déplaire au gouvernement protecteur des classes moyennes. Ces faits nous démontrent que dans nos prochaines luttes nous ne devons compter que sur nous-mêmes. Dans les quartiers, il faut organiser la résistance, constituer des groupes qui contrôleront les horaires de chaque boucherie, démasquer les réformistes qui ne manquent pas de nous faire des appels au calme et à la patience. Démarquons aussi dans la presse ouvrière les voix de feu et les réfractaires aux conventions collectives.

Le patronat ne donne rien à ses exploités, mais ceux-ci, par leur action, doivent lui faire une vie impossible et ils arracheront ainsi de meilleures conditions de vie.

### CHEZ GNOME ET RHONE A GENNEVILLIERS

L'usine de Gennevilliers (Forges et Fonderies) occupe actuellement près de 2.000 ouvriers et employés. Lors du puissant mouvement revendicatif de juin dernier les ouvriers de cet établissement qu'on qualifie de « l'usine à gaz », dans un élan magnifique entrèrent dans la lutte pour l'amélioration de leurs conditions, occupèrent les locaux durant les pourparlers. Au bout de 24 heures de grève sur le tas, le Directeur apeuré donnait satisfaction sur tous les points du cahier de revendications. Grâce à la cohésion et à la fermeté des ouvriers, assez combattifs dans cette usine, il fallut par la suite tenir ses engagements.

Nous ne pouvons critiquer à priori et systématiquement les délégués. Devant certains obstacles dressés par la direction, et aussi quelques difficultés d'organisation qui surgissent par la suite avec le syndicat des métaux, ils surent être énergiques comme il le fallait. Notamment pour l'organisation d'un arbre de Noël pour les gosses et de l'organisation syndicale. Le secrétaire syndical du secteur de Gennevilliers et environs, demandait et même insistait pour que la C. E. de la section syndicale de l'usine demande une subvention à la direction, mais heureusement, se rendant compte qu'une réponse favorable de cette dernière ne ferait que la favoriser dans ses desseins de sabotage de l'organisation syndicale, les délégués refusèrent catégoriquement de faire de telles démarches. Les ouvriers, en majorité nouvellement syndiqués, ont montré dernièrement les liens qui unissaient les prolétaires qui travaillent et les chômeurs en se prononçant (contrairement aux directives du syndicat)

contre toutes récupérations d'heures pour les fêtes de Noël et du jour de l'an.

Mais si tout cela est vraiment bien, est-ce une raison pour passer sous silence ce qui semble illogique? Il faut au contraire le dénoncer pour éviter que cela se renouvelle. Je vais le faire sans acrimonie, concernant le cas d'un délégué d'équipe de notre boîte. Ce camarade avait lors d'une assemblée générale fait un violent et juste réquisitoire contre la carence de quelques bonzes syndicaux de la C.G.T., et aussi contre le Patronat affameur qui refusait d'appliquer les 40 heures au lieu de débaucher. Il fut peu après, sous un prétexte absurde, mis à la porte. Mais la véritable raison, c'est qu'il s'agissait simplement d'un très actif propagandiste syndicaliste révolutionnaire dont il fallait se débarrasser à tout prix.

En passant les ouvriers des abattoirs de la Villette, de Vaugrand, de Levallois et de Versailles répondront à l'ordre de grève. Un enthousiasme rarement vu dans les abattoirs laissait entrevoir des possibilités d'action sérieuse et une rapide victoire ouvrière sur le patronat divisé en 17 chambres syndicales.

Toute la journée du lundi se passa calmement. L'effectif de police réduit permit d'éviter des incidents. Dans le calme et la vigilance les piquets de grèves organisés dès 5 heures du matin empêchèrent toute vente et abattage d'animaux.

En permanence et jusque très tard dans la nuit du lundi les délégués ouvriers et le conseil syndical se réunirent et eurent plusieurs entrevues avec les délégués patronaux qui restèrent sur leurs positions, et refusèrent de discuter les justes revendications des travailleurs (signatures du contrat collectif, application des 40 heures et rajustement des salaires). Devant une telle intransigence il fut décidé de poursuivre l'action jusqu'à l'obtention intégrale de nos revendications.

La journée de mardi nous fut moins favorable, ayant commis la faute d'abandonner l'occupation de la Villette, comptant sur la promesse du ministre de ne pas renforcer les effectifs policiers, il fut impossible, le matin, d'assurer comme la veille l'installation des piquets de grève. Le déploiement des forces po-

licières dans l'abattoir et ses environs nous empêcha de contre-carer la volonté de certains patrons qui, pour faire de la viande, aidés par quelques journaux, dont certains possèdent la carte confédérale. Environ 300 bœufs, de nombreux veaux et moutons furent abattus. Il n'en fut pas de même à l'abattoir de Vaugrand où les ouvriers avaient passé la nuit à l'intérieur des boyaux.

Dans la journée les délégations se rendirent au ministère pour une entrevue avec le ministre socialiste, Marx Dormoy, par qui devait être réglé, au mieux des intérêts du gouvernement, le sort de la grève.

Réunis à 16 heures en meeting à la Grange-aux-Belles, les ouvriers en grève apprenant qu'ils devaient, comme les métallurgistes du Nord, faire confiance au gouvernement, restèrent dans le respect des lois et acceptèrent les résolutions dictées par le super-arbitre l'Intendant général Bernard.

Beaugrand, ex-boyau de la Villette, maire de Gentilly, bolcheviste convaincu et fidèle propagandiste des multiples tourments du Parti Communiste Français, invita les grévistes à reprendre le travail « dans la dignité la plus haute, la discipline et la politesse étant l'apanage des travailleurs, à être exacts à l'heure afin de ne pas donner prise à la répression patronale », le lendemain matin, et d'attendre la décision du super-arbitre.

Toujours la même politique sévit dans les conflits en cours. Ne pas gêner l'œuvre de reconstruction économique du gouvernement Blum, faire confiance à des arbitres grands bourgeois dont la sympathie pour les patrons

### AUX MÉTALLURGISTES

Les camarades anarchistes travaillant chez Renault, Citroën et Lavallette sont priés de passer au « Libertaire », le samedi 23 janvier, de 15 à 16 heures.

liciers dans l'abattoir et ses environs nous empêcha de contre-carer la volonté de certains patrons qui, pour faire de la viande, aidés par quelques journaux, dont certains possèdent la carte confédérale. Environ 300 bœufs, de nombreux veaux et moutons furent abattus. Il n'en fut pas de même à l'abattoir de Vaugrand où les ouvriers avaient passé la nuit à l'intérieur des boyaux.

Dans la journée les délégations se rendirent au ministère pour une entrevue avec le ministre socialiste, Marx Dormoy, par qui devait être réglé, au mieux des intérêts du gouvernement, le sort de la grève.

Réunis à 16 heures en meeting à la Grange-aux-Belles, les ouvriers en grève apprenant qu'ils devaient, comme les métallurgistes du Nord, faire confiance au gouvernement, restèrent dans le respect des lois et acceptèrent les résolutions dictées par le super-arbitre l'Intendant général Bernard.

Beaugrand, ex-boyau de la Villette, maire de Gentilly, bolcheviste convaincu et fidèle propagandiste des multiples tourments du Parti Communiste Français, invita les grévistes à reprendre le travail « dans la dignité la plus haute, la discipline et la politesse étant l'apanage des travailleurs, à être exacts à l'heure afin de ne pas donner prise à la répression patronale », le lendemain matin, et d'attendre la décision du super-arbitre.

Toujours la même politique sévit dans les conflits en cours. Ne pas gêner l'œuvre de reconstruction économique du gouvernement Blum, faire confiance à des arbitres grands bourgeois dont la sympathie pour les patrons ne fait de doute les plus profonds de la classe ouvrière à une expérience dont on ne voit plus la raison ni l'issue, telles sont les rengaines de ces responsables syndicaux qui n'ont pas compris encore que leur devoir était de nous servir dans notre lutte et non de la freiner, de la détourner de son but.

Les travailleurs des abattoirs doivent revendiquer le droit de diriger leur grève comme bon leur semble, et exiger de leurs responsables syndicaux cette discipline dont ils parlent tant sans comprendre qu'elle s'applique à eux aussi, pour obtenir des patrons, par tous les moyens, ce qu'exige d'eux la volonté des travailleurs.

A. Barzangette.

## Manifeste de défense du syndicalisme lutte de classe

D'un groupe de militants syndicalistes qui compte d'ailleurs nombre de nos amis, nous avons reçu le manifeste suivant que nous insérons bien volontiers :

Les mouvements revendicatifs de juin ont permis aux salariés d'obtenir des améliorations substantielles. Revenant conscience de leur force, en masses ils ont rejoint la C.G.T.

Un moment débordé, le patronat s'est ressaisi. Organisant méthodiquement la contre-offensive, il entend reprendre, morceau par morceau, les conquêtes sociales de la classe ouvrière.

La C.G.T., forte de ses 5 millions d'adhérents dispose des moyens nécessaires pour faire respecter les engagements pris.

Au lieu de s'orienter dans cette voie, la seule conforme aux traditions du syndicalisme, lutte de classes, elle pratique une politique de compromis et d'abandons successifs, facilitant la contre-attaque patronale et désarmant les syndiqués qui ne demandent qu'à agir collectivement pour défendre leurs droits.

Contre cette attitude, nous, les défenseurs du syndicalisme lutte de classes et d'action révolutionnaire, entendons mettre en garde les travailleurs organisés.

Pour la démocratie syndicale, la liberté d'expression des minorités.

En conformité avec la lettre et l'esprit de la Charte d'unité, loi commune pour chaque syndiqué, nous affirmons notre volonté de défendre sur chacun des problèmes économiques et sociaux posés, la conception du syndicalisme lutte de classes.

Continuant la tradition glorieuse des fondateurs de la C. G. T., nous nous prononçons contre l'intégration du syndicalisme dans l'Etat.

Nous revendiquons, en application du principe de la démocratie syndicale, la liberté d'expression des minorités dans les assemblées syndicales régulières, le droit de représentation de ces minorités dans les organismes dirigeants du mouvement syndical de la base au sommet.

Respectueux des décisions prises à la majorité, nous serons toujours disciplinés dans l'action et au premier rang pour mener celle-ci à bien.

Notre plate-forme revendicative.

Défenseurs conséquents des intérêts matériels, moraux et sociaux des salariés, nous considérons comme la tâche urgente du moment l'amélioration des conquêtes sociales légalisées ou non imposées au patronat grâce à l'action spécifique de la classe ouvrière par :

a) La généralisation des conventions collectives avec adjonction de clauses concernant l'échelle mobile, l'extension du rôle des délégués d'ateliers, le libre exercice du droit syndical, l'application sans restriction des congés annuels payés et de la semaine de 40 heures;

b) L'amélioration de la procédure réglementant l'élection des délégués d'ateliers;

c) La lutte contre les affameurs de la population laborieuse;

d) Le contrôle du travail préparant le monde du travail à la direction de la nouvelle économie en gestation;

e) La nationalisation effective des industries de guerre et industries clés, sans indemnité ni rachat;

Adversaires de toute mesure et législation visant à restreindre directement ou indirectement les moyens de défense des salariés contre le patronat, nous nous prononçons pour l'exercice intégral du droit de grève, y compris l'occupation des usines, contre l'arbitrage obligatoire.

Devant la menace que constituent pour la classe ouvrière les formations fascistes armées, nous affirmons la nécessité pour le mouvement syndical de créer sa propre organisation d'auto-défense.

Pour l'unité syndicale internationale.

Appréciant les résultats positifs apportés aux salariés par la réalisation de l'unité syndicale en France, nous nous prononçons pour la tenue rapide d'un Congrès de fusion des différentes internationales syndicales existantes.

La C.G.T. de l'Union Soviétique travaillera utilement à la reconstitution de l'unité syndicale internationale en prenant l'initiative d'une telle proposition.

Pour l'internationalisme prolétarien, contre l'union sacrée.

Le fascisme et la guerre sont les produits naturels du capitalisme. Ces deux fléaux ne disparaîtront qu'avec le régime qui l'engendre, par l'action révolutionnaire internationale des prolétaires organisés.

Internationalistes, nous combattons de quel côté qu'elle vienne la propagande chauvine, l'union sacrée, toute tentative visant à entraîner les travailleurs dans une nouvelle guerre impérialiste, soit sous le prétexte d'une soldatesque nationale qui ne peut exister en régime capitaliste, soit sous celui non moins mensonger de la défense des démocraties bourgeoises contre le fascisme.

DEFENSEURS DU SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE, VOILA QUI NOUS SOMMES !

Le présent manifeste définit notre position ! Nous appelons tous les syndiqués soucieux de faire respecter la démocratie syndicale, triompher les revendications des salariés, combattre le réformisme et le néo-réformisme dans le mouvement syndical, le chauvinisme et la nouvelle union sacrée, à seconder nos efforts !

Ensemble, nous servirons la cause de l'émancipation totale du prolétariat !

Le Groupe Syndicaliste lutte de Classes,

Ont signé ce manifeste :

Audry Colette (Enseignement Seine); Berger (Techniciens Seine); Bernier Jean (Correcteurs Seine); Bernal (Techniciens Seine); Bolt H. (Métaux Seine); Calogno (Enseignement B. Pyrénées); Collinet (Enseignement Seine); Daniel (Métaux Seine); Duvernet L. (Métaux Seine); Dumiguel M. (Métaux Seine); Gatopin G. (Métaux Seine); Guyard F. (Métaux Seine); Juliot (Métaux (Argenteuil, S.-et-O.); Lafferrère (Métaux Seine); Lemire A. (Métaux Seine); Mersch (Métaux Seine); Prudhomme (Métaux Seine); Roche M. (Métaux Seine); Rollin (Livres Seine); Wallis P. (Métaux Seine).

Adressez les adhésions au présent manifeste à Duvernet Léon, 37, rue de Paris à Boulogne (Seine).